

Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière », « La prostitution des mineur(e)s au xx^e siècle », 10, 2008, 242 p., 18,29 €

Lilian Mathieu

DANS **VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE** 2009/4 n° 104 , PAGES 203ZC À 233ZC
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724631357

DOI 10.3917/ving.104.0203zc

Date de mise en ligne : 05/11/2009

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2009-4-page-203zc?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Première guerre mondiale

BECKER JEAN-JACQUES, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Bruxelles, André Versaille, 2008, 263 p., 19,90 € ; COCHET FRANÇOIS et PORTE RÉMY (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 2008, XL-1121 p., 31 € ; LE NAOUR JEAN-YVES (éd.), *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, Larousse, 2008, 476 p., 26 €.

Trois dictionnaires de la Grande Guerre, ce serait beaucoup s'ils faisaient double emploi, d'autant que nous avons déjà une encyclopédie¹. Or il suffit de voir leur nombre de pages respectif pour deviner qu'ils ne visent ni les mêmes objectifs, ni le même public.

Celui qui répond le mieux à la définition d'un dictionnaire est l'ouvrage de François Cochet et Rémy Porte. Les directeurs l'ouvrent par deux textes complémentaires, consacrés respectivement à l'histoire militaire et diplomatique de la guerre et à l'expérience combattante, puis l'ouvrage est constitué de deux mille cinq cents notices, sur près de mille cent pages. L'ambition est en effet encyclopédique : elle porte sur tous les aspects de la guerre, avec un accent rare aujourd'hui, mais justifié, sur les opérations militaires, et dans une perspective effectivement mondiale : on va des lacs Mazure à Caporetto en passant par Gallipoli ou les Éparges. L'objectif est atteint : c'est une mine d'informations, sur tous les sujets ; les grands prennent plusieurs colonnes, tandis que d'autres se contentent d'une dizaine de lignes, mais denses et précises. Le lecteur de témoignages

ou d'ouvrages sur la guerre appréciera de pouvoir identifier rapidement les personnages (généraux, politiques, diplomates) et les lieux (Cumières, Esnes, le bois de Moreuil, etc.) que la plupart des ouvrages supposent connus. Un grand nombre de cartes (Les Éparges, Caporetto, Tannenberg, etc.) complètent cette information.

Ce dictionnaire se caractérise en outre par son caractère scientifique. Après les notices qui l'exigent, les auteurs indiquent les ouvrages qu'ils ont utilisés, et qu'ils ne reprennent pas tous dans leur pourtant abondante bibliographie finale, avec une bonne connaissance de la littérature anglo-saxonne. Bien plus, dans certains cas, ils renvoient aux archives sur lesquelles ils se fondent. Sur les grandes questions – les causes de la guerre, le front intérieur, la culture de guerre –, leurs notices sont des mises au point historiographiques, qui montrent l'évolution des problématiques et l'état actuel des débats. C'est une histoire en mouvement.

Le dictionnaire de Jean-Yves Le Naour vise un tout autre public. Pas de notes infrapaginales, pas de références : les signes extérieurs de scientificité ont été bannis. Ce qui ne signifie pas qu'on sorte du discours scientifique : la plupart des notices sont nuancées et bien informées. On en trouve même – les mutineries par exemple – qui s'adosent à un travail d'archive inédit. C'est avant tout une question de présentation. L'organisation même du livre répond au vœu de toucher un public large : les soixante premières pages sont consacrées d'une part aux grands débats historiques, avec une façon parfois un peu désinvolte de renvoyer les adversaires dos-à-dos, et d'autre part aux « temps forts », c'est-à-dire à l'histoire de la guerre, découpée en tranches annuelles. Le dictionnaire lui-même comprend, à côté des notices ordinaires, des dossiers, composés de plusieurs notices dont le regroupement est logique. Ce pro-

(1) Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre (1914-1918)*, Paris, Bayard, 2004.

cédé facilite la lecture mais complique la consultation. Pour trouver à coup sûr l'information recherchée dans l'ouvrage, il vaut mieux se fier à l'index qu'à l'ordre alphabétique des entrées. On ne trouve par exemple ni ANZAC, ni Australie, ni Gallipoli dans la suite des notices, mais l'index renvoie pour ces termes à Empire britannique, où figurent en effet les renseignements attendus.

Si François Cochet et Rémy Porte avaient fait appel à trente-cinq autres contributeurs, et Jean-Yves Le Naour à quatorze, Jean-Jacques Becker a rédigé lui-même l'ensemble de son dictionnaire, ce qui lui confère une incontestable unité de ton. Les différentes notices, dont il nous donne la liste dès l'ouverture, vont droit à l'essentiel. Toutes sont suivies d'une bibliographie de quelques titres, plus utiles que la très courte bibliographie générale. Un index, une chronologie détaillée et des cartes complètent utilement le volume. Si les fronts extérieurs ne sont pas négligés, le front occidental est relativement privilégié comme chez Jean-Yves Le Naour, et une place importante est accordée aux économies de guerre, ainsi qu'à la société et aux mouvements révolutionnaires. On regrette cependant que d'importants livres récents, comme celui de Margaret Macmillan sur les traités de paix, ou de Denis Rolland sur les mutineries ne soient pas cités¹.

Ces trois ouvrages laissent le sentiment que la querelle franco-française autour de la culture de guerre s'est largement vidée de sa substance. Jean-Yves Le Naour, dans son introduction en cinq pages intitulée « Pourquoi les soldats ont-ils tenu ? », comme François Cochet dans l'article « Culture de guerre », rappellent l'histoire du débat et les divers arguments pour conclure de façon équilibrée. Annette Becker – à qui Jean-Jacques a demandé cette notice – ne signale pas que cette notion a été discutée et ne cite aucun ouvrage de ceux qui l'ont contestée, mais elle tient compte de leurs arguments et intitule son texte,

de façon significative, « Culture(s) de guerre ». Les positions se rapprochent...

Le dictionnaire de François Cochet et Rémy Porte est fait pour être consulté, et l'on peut être sûr d'y trouver ce qu'on cherche. C'est un outil de travail dont on n'a pas fini de se servir. Ceux de Jean-Yves Le Naour et Jean-Jacques Becker me semblent plutôt faits pour être lus en ordre dispersé. Ce sont en réalité, surtout le dernier, des histoires de la Grande Guerre « en guise » de dictionnaire, comme l'on disait autrefois. J'y vois un signe supplémentaire d'une tendance de notre époque, à laquelle j'ai moi-même succombé, de préférer au récit historique dont la linéarité semble parfois suspecte, la discontinuité plus chatoyante d'une sorte de vitrail pour raconter la même histoire. Les façons d'écrire l'histoire sont en train de changer.

Antoine Prost

DENDOOVEN DOMINIEK ET CHIELENS PIET, *Cinq Continents au front : la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Racine, 2008, 191 p., prix non communiqué.

Ce livre est bien plus que le catalogue magnifiquement illustré de l'exposition organisée par le musée d'Ypres « *In Flanders Fields* » du 1^{er} mai au 7 septembre 2008. Si l'introduction et la conclusion témoignent des idéaux pacifistes chers à ce musée, le reste de l'ouvrage est le fruit d'une véritable recherche sur la présence d'une cinquantaine de « nationalités » différentes sur le front de l'Yser. Pour mener leur étude, les auteurs ont utilisé l'extraordinaire richesse des collections de ce musée. La qualité et la diversité des illustrations en témoignent largement.

Les auteurs retracent d'abord les politiques française et britannique quant à l'utilisation des troupes coloniales sur le sol européen et les débats que ces politiques ont suscités dans les métropoles. Ensuite, c'est l'image des coloniaux au sein de la propagande allemande qui est ana-

(1) Margaret Macmillan, *Les Artisans de la paix : comment Lloyd George, Clemenceau et Wilson ont redessiné la carte du monde*, Paris, Lattès, 2006 ; Denis Rolland, *La Grève des tranchées : les mutineries de 1917*, Paris, Imago, 2005.

lysée. Or, autant les Alliés avaient tenté d'équilibrer le stéréotype du « sauvage guerrier », courageux et cruel, par celui du « bon sauvage », grand enfant qu'il faut encadrer, autant les Allemands ne cesseront de brandir l'image terrifiante du « nègre » anthropophage comme symbole de la barbarie alliée. Dès lors, nombre de soldats allemands trembleront à l'idée de tomber aux mains de ceux-ci.

Les chapitres les plus intéressants dressent un tableau fort utile et extrêmement précis de toutes les « nationalités » présentes sur le front de l'Yser, de leur nombre et des périodes durant lesquelles elles ont combattu, sans oublier la réalité des travailleurs (chinois) sur le front. La question du recrutement et des résistances locales est brièvement abordée. Assurément le sujet mériterait une étude à part entière, les auteurs en sont bien conscients. Car déterminer l'ampleur et les raisons de ces refus reste un sujet ouvert à la recherche.

Enfin, à partir de quelques carnets de civils, les auteurs tentent d'interroger les visions de « l'autre ». Ils mettent en relief le regard étonné des Blancs découvrant les Spahis, les tirailleurs sénégalais ou les Maoris : l'exotisme qui suscite la curiosité y côtoie la conviction de sa propre supériorité. Subtilement, les auteurs montrent que cette attitude ne s'arrête pas aux coloniaux, même si elle est plus négative à leur rencontre : les Bretons, les Écossais, les Canadiens ou les Australiens suscitent eux aussi des commentaires stéréotypés. Pour analyser le regard inverse, celui des coloniaux sur les Blancs, les documents font encore défaut. Mais quoi qu'il en soit, les réelles interactions entre les différents groupes sont restées très limitées.

Au total, ce livre montre fort bien que, durant la Grande Guerre, pour la première fois, les Européens découvrent concrètement les « autres ». Toutefois, cette société combattante reste multiculturelle et n'est pas encore une société interculturelle.

Laurence van Ypersele

Des soldats et de leurs armées

HEYRIÈS HUBERT et MURACCIOLE JEAN-FRANÇOIS (dir.), *Le Soldat volontaire en Europe au XX^e siècle : de l'engagement politique à l'engagement professionnel*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2007, 484 p., 28 €.

Le contexte actuel de professionnalisation des armées européennes, remettant en question le recrutement de masse et le volontariat, est à l'origine du colloque dont est issu cet ouvrage, qui s'inscrit dans la logique des travaux du Centre de recherches historiques de Montpellier sur les liens entre armée et société. Les trente articles regroupés ici permettent d'examiner la grande diversité des situations de volontariat en Europe au cours du 20^e siècle et montrent le passage d'un engagement politique ou idéologique, au début du siècle, à une démarche plus professionnelle à la fin de celui-ci.

Les contextes de l'engagement sont très variés : guerres civiles, conflits internationaux, milices, mouvements de résistance ou forces d'interposition sont étudiés dans des contributions qui soulignent aussi la diversité des terrains d'engagement ; si certains individus rallient leur propre pays, d'autres le font en terre étrangère, tels les Italiens engagés en France pendant les deux guerres mondiales. Le cas français est cependant sur-représenté, malgré des contributions intéressantes portant notamment sur les Luxembourgeois pendant la guerre d'Espagne ou les chemises noires italiennes de l'entre-deux-guerres, dont Gian Luigi Gatti examine les motivations. De nombreux articles analysent en détail les enjeux politiques, les cadres réglementaires et les structures militaires qui ont accompagné la mise en place du volontariat, ainsi que les missions des engagés. Philippe Boulanger s'attache au recrutement des volontaires français entre 1914 et 1922. Les archives militaires lui permettent de s'appuyer sur des études quantitatives très utiles pour saisir les logiques des affectations et leur évolution au cours du conflit. Une démarche similaire se retrouve dans la contribution de Frédéric Rous-

seau sur les engagés nîmois de la première guerre mondiale, soulignant l'intérêt des études régionales et sociales réalisées à partir des archives du recrutement, qui restent trop rares, comme le déplore à juste titre Jules Maurin. La perspective sociologique adoptée par certains articles est, dans cette logique, neuve et fructueuse. Jean-François Muracciole livre ainsi les premiers résultats d'une enquête lancée par le laboratoire États Sociétés Idéologies Défense (ESID, CNRS/Montpellier-III) sur les Français libres, qui s'attache à la fois au profil des engagés et à leurs motivations, très complexes à saisir. L'ensemble des perspectives et des résultats rassemblés dans l'ouvrage est donc très utile, même si on peut regretter que la dimension culturelle du sujet soit assez peu présente : les relations des engagés avec les autres groupes sociaux, leur perception par les opinions publiques, les représentations dont ils font l'objet, sont autant de thèmes qui appellent de plus amples développements.

Emmanuelle Cronier

COCHET FRANÇOIS (dir.), *De Gaulle et les « Jeunes Turcs » dans les armées occidentales (1930-1945) : une génération de la réflexion à l'action*, Paris, Rive-neuve, 2008, 291 p., 24 €.

Cet ouvrage est la publication des actes d'un colloque tenu à Metz, en 2007, sous la direction de François Cochet, et qui réunit des chercheurs de toutes nationalités. Le propos du colloque, défini par François Cochet, consiste à interroger, autour de la figure de Charles de Gaulle, la notion de « Jeunes Turcs », fréquente durant l'entre-deux-guerres, appliquée au monde des officiers, en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. Ces contestataires répondent à une série de traits communs. D'abord, un évident effet de génération : nés vers 1885-1895, ils sont de jeunes officiers subalternes en 1914 et ont une quarantaine d'années vers 1930, au seuil des étoiles, quand ils publient leurs ouvrages majeurs. Mais la génération ne se limite pas à la classe d'âge, elle suppose aussi une expérience commune : la Grande Guerre comme événement fondateur et la guerre à venir comme

horizon d'attente. Ces « Jeunes Turcs » partagent des traits psychologiques communs : élite survivante d'une génération décimée, ils ont la certitude, parfois orgueilleuse (ainsi Liddell Hart étudié par Brian Holden Reid), de leur supériorité et contestent doctrines et usages officiels, ce qui peut les conduire à des attitudes radicales de désobéissance (George Patton, Heinz Guderian). Ils ont aussi en commun de posséder de puissants protecteurs (Pétain puis Reynaud pour de Gaulle, Eisenhower pour Patton, Hitler pour Guderian) et d'avoir souvent occupé des fonctions à l'interface du militaire et du politique (de Gaulle au Conseil supérieur de la Défense nationale, CSDN). Loin de s'inscrire dans la marginalité, la « fonction » de Jeunes Turcs, dans des armées figées par la Grande Guerre, exprime donc plutôt un mode de rénovation de la doctrine. Preuve en est que la carrière de la plupart d'entre eux ne souffre en rien de cette contestation. Ces « Jeunes Turcs » participent aussi d'une circulation de la pensée militaire, par leur maîtrise des langues étrangères et grâce aux revues militaires, citations et emprunts des uns par les autres étant fréquents (de Gaulle par Guderian, Guderian par Liddell Hart), ce qui atténue le caractère « révolutionnaire » de telle ou telle œuvre (cas emblématique de *Vers l'armée de métier*, étudié par Rémy Porte) et témoigne de la maîtrise d'efficaces réseaux dans le monde politique ou dans la presse.

Ce schéma général doit toutefois être nuancé. Tous les futurs grands chefs du second conflit ne sont pas des « Jeunes Turcs » : le général Dougherty montre ainsi que Marshall ou Eisenhower ne sont en rien inscrits dans la rupture. En outre, l'objet de la contestation peut varier : le rôle des blindés, bien sûr, chez de Gaulle (J. Cambre), chez le Belge van Overstraeten (F. Balace), chez le Britannique Fuller (Brian Holden Reid), mais aussi, dans la tradition de Lyautey, la formation des conscrits (de Lattre chef de corps, étudié par Xavier Boniface) ou l'émancipation de l'arme aérienne (Patrick Facon). Il convient aussi de distinguer vainqueurs et vaincus de la Grande Guerre ; dans la Reichswehr de von Seeckt, il s'agit de secouer le cadre du traité de Versailles (M. Strohn), alors qu'en France, il est plutôt question

de contester une doctrine rassise. En outre, le contexte diffère totalement entre démocraties et régimes totalitaires : pas de « Jeunes Turcs » dans l'Italie mussolinienne écrit Giorgio Rochat, où le conformisme règne, alors que dans l'Allemagne hitlérienne, la contestation passe par la tentative de recouvrer un pouvoir militaire.

Au total, un colloque très original et un ouvrage stimulant, d'une grande intelligence, étayé par une large variété de perspectives, qui témoignent de la vitalité de l'histoire militaire comparée.

Jean-François Muracciole

ELGEY GEORGETTE, *Histoire de la IV^e République : la fin. La République des tourmentes 1954-1959*, Paris, Fayard, 2008, t. III, 979 p.

Georgette Elgey consacre son dernier livre à la fin de la Quatrième République, la « mal aimée ». Autant le dire d'emblée, le cinquième volume de cette monumentale histoire entamée en 1962 est une véritable réjouissance. Après la *République des illusions (1945-1951)* parue en 1965, la *République des contradictions (1951-1954)* éditée en 1968, voici le troisième tome, la *République des tourmentes*, couvrant les années 1954-1959. Plus de quinze ans ont passé depuis le début de l'exploration par l'historienne de ces années allant de l'investiture de Pierre Mendès France à l'appel par René Coty du général de Gaulle – le premier tome a paru en 1992. Quinze ans nécessaires pour rassembler une impressionnante documentation, nourrie d'archives publiques et privées, de témoignages et d'ouvrages émanant d'acteurs des événements comme d'historiens de la période.

L'apport principal de l'ouvrage réside dans la livraison d'un récit minutieux, pointilleux même, des événements qui ont abouti à la destruction du régime institué en 1946. C'est à Alger que le lecteur est conduit pour comprendre la lente déflagration de la République : d'abord, en février 1956 lors de l'effervescence algéroise à l'annonce de la nomination du général Catroux au poste de ministre résident (Georgette Elgey tient à cette orthographe et elle s'en explique) jusqu'à la mani-

festation du 13 mai 1958 en passant par les attentats, les émeutes, la Bataille d'Alger ou l'épisode de Sakhiet-Sidi-Youssef. Le lecteur peut aussi suivre, par le menu, les attermoissements de la politique algérienne de Guy Mollet, tandis que les divergences sur l'orientation à suivre en Algérie sont très précisément disséquées. Ce récit, si on le touche quasi exclusivement à une guerre d'Algérie qui peine à dire son nom, concerne d'autres aspects dévastateurs pour la Quatrième République : l'auteur détaille ainsi certains complots, et parmi eux l'affaire des fuites et celle du bazooka, l'attentat perpétré contre le général Salan ; elle met là particulièrement en valeur les connivences entre officiers généraux et hommes politiques ainsi que les agissements obscurs de certains hauts-fonctionnaires. Enfin, les derniers jours de la République sont passés au crible sous la forme d'un récit au jour le jour au risque, assumé, de se faire le « greffier du dérisoire ». Selon l'historienne, en effet, seul un examen serré des événements du 7 au 28 mai 1958 permet de répondre à la question de l'éventualité d'un complot gaulliste.

Au récit linéaire s'ajoute une série de portraits de personnalités politiques et militaires. Ce sont là des pages parmi les plus précieuses du livre, fourmillant de renseignements parfois en apparence anodins mais permettant seuls une compréhension fine des prises de position des uns et des autres. Quelques dégagements plus généraux concernent l'éducation en France, la France du plein emploi, le statut des femmes. Surtout, l'auteur propose une véritable réflexion sur le sort des régimes politiques et, plus précisément, sur celui de la démocratie à travers une série de questions portant sur l'effondrement de la Quatrième République. Elle pointe le rôle d'une « armée égarée », à la fois « victime et responsable des événements », profondément humiliée par la guerre d'Indochine, aux prises avec la question de la torture, récupérant des responsabilités abandonnées par les politiques. À la question de l'éventualité d'un complot en mai 1958, elle répond à la fois par l'affirmative et la négative et précise le rôle tenu par le général de Gaulle.

Quant aux autres raisons expliquant la fin du régime, elles sont aussi égrenées : situation financière déplorable, désaffection des Français pour cette République, contestation de l'autorité politique au sein même de l'État, isolement diplomatique depuis 1956. Finalement, Georgette Elgey revient sur la guerre d'Algérie, la « maladie mortelle » de la République, qui « met en évidence le dysfonctionnement des pouvoirs et inflige à l'esprit public de profondes divisions ».

Une fois la lecture de cette somme achevée, le lecteur ne peut que saluer la grande lucidité de vue d'une historienne qui fut aussi témoin des événements, l'extrême fermeté de l'analyse et la belle précision de la démonstration. Ce livre est bel et bien un essai réussi d'histoire politique. Nul doute qu'il contribue à accroître considérablement nos connaissances sur cette République peu travaillée. Un sixième et dernier volume est attendu : il doit concerner l'épisode de la présidence du Conseil du général de Gaulle et sera assorti de nombreux documents reproduits. Il comportera aussi une note sur la genèse de « cette folle entreprise », pour reprendre les propres termes de Georgette Elgey. On l'attend avec impatience.

Pascale Goetschel

La marche à la guerre

BOTTONI RICCARDO (dir.), *L'Impero fascista : Italia ed Etiopia (1935-1941)*, Bologne, Il Mulino, 2008, 615 p., 34,50 €.

Faisant suite à un colloque tenu en 2006, les vingt-six contributions de cet ouvrage constituent une étape indispensable vers un renouvellement de l'historiographie du colonialisme italien. Le titre, à la fois ambitieux (l'Empire y est réduit à l'ancienne Afrique orientale italienne, la Libye étant par exemple exclue) et humble (la période 1935-1941 est largement débordée), évoque mal l'importance de cette réévaluation de la guerre d'Éthiopie comme événement cristallisa-

teur de l'évolution interne du régime fasciste et de la situation internationale. Ce travail offre une perspective nouvelle non seulement sur une histoire coloniale longtemps marginale, mais aussi sur les constructions nationales italienne et éthiopienne dans le temps long. Il n'est dès lors pas surprenant qu'il s'ouvre et se clôt par un constat politique, rappelant à la fois le retard de l'historiographie italienne sur la colonisation, qui tient d'un refus de voir, la persistance de logiques héritées du colonialisme et la récurrence d'un « système de perception raciste » (Alessandro Triulzi) dans la politique et la société italiennes actuelles.

L'importance de ce travail tient à la variété des angles d'analyse et à la réflexion sur la guerre d'Éthiopie comme un moment clé de modification des normes politiques, sociales et culturelles au niveau national et international. La succession des contributions se présente comme autant de facettes de ce que Nicola Labanca appelle un « totalitarisme imparfait » et d'une évolution qui dépasse les cadres nationaux. La colonisation est ainsi vue à l'aune d'une transformation de l'État et de la société (éthiopiens et italiens) et dans une optique internationale. Si elle reste dominante, la perspective italienne est aussi fortement renouvelée. Les thèmes du *consenso* et de la modernité du régime sont réinterrogés par une relecture des travaux de Renzo de Felice et surtout par plusieurs études de cas, qui montrent que la cohésion en faveur du fascisme laissa rapidement place à des divergences rendues plus aiguës par le coût matériel et humain de la conquête. L'ambition italienne d'un renouveau impérial et racial se heurte aussi à la montée des tensions sociales entre les colons italiens et à la permanence de la résistance contre l'occupant. La proclamation de l'Empire précipite ainsi les déséquilibres internes de l'Italie et l'Éthiopie. Une place importante est donnée à l'Église catholique, déstabilisée par un expansionnisme qui menace en partie son influence sur le nationalisme italien et révèle les incertitudes de sa politique. Ces tensions l'empêchent aussi bien de s'affirmer de manière autonome que de s'opposer unanimement à la nouvelle législation raciste.

GUICHARD JEAN-PIERRE, *Paul Reynaud : un homme d'État dans la tourmente, septembre 1939-juin 1940*, Paris, L'Harmattan, 2008, 403 p., 40 €.

La place de Paul Reynaud dans l'histoire politique de la France au 20^e siècle demeure très restreinte en dépit de deux biographies publiées respectivement en 1998 et 2005. Pour autant, une nouvelle étude pouvait-elle apporter de éclairages neufs sur la manière dont le chef du gouvernement, qui eut à subir la débâcle de mai-juin 1940, orienta son action au cours de ces semaines décisives pour l'avenir du pays ?

Quoiqu'il s'en défende dans son introduction, c'est bien à une réhabilitation de l'avant-dernier président du Conseil de la Troisième République que se livre ici l'auteur. Le choix de la séquence traitée, celle durant laquelle Paul Reynaud fut en charge des finances de guerre puis accéda à la présidence du Conseil le 20 mars 1940 et y resta jusqu'au 16 juin 1940, apparaît effectivement primordial pour tenter d'appréhender l'épaisseur du personnage. Mais l'étude minutieuse qui est faite, parfois au jour le jour, ne permet néanmoins pas de la replacer dans une problématique plus générale, celle de l'exercice du pouvoir durant une crise majeure. La question par exemple des subtils dosages réalisés par Paul Reynaud lui-même au sein de son équipe gouvernementale (la place des « mous » et celle des « durs » en particulier) est minorée. L'étude des derniers jours du gouvernement, des Conseils de Touraine à la chute finale de Bordeaux, donne plus l'impression d'une éphéméride que d'une réelle analyse. De ce point de vue, la date du 16 juin à l'issue de laquelle Paul Reynaud alla porter sa démission au président Lebrun est singulièrement raccourcie, alors même qu'elle est sans aucun doute une clé majeure pour comprendre l'évolution de Paul Reynaud au cours de ces semaines décisives. Il en va de même du décalage constant qui existe entre sa détermination affichée de faire la guerre jusqu'au bout et certaines décisions qui vont dans un sens contraire. Cela est en particulier flagrant pour l'épisode concernant la poursuite de la guerre en Afrique du Nord début juin 1940.

La lecture manque ici de clés d'analyses éclairantes pour tenter de comprendre ce qui apparaît comme la politique des grands écarts.

Il n'en reste pas moins que ce travail s'appuie sur une documentation fournie, concernant notamment certains épisodes de la guerre quelque peu méconnus, ou encore oubliés, comme par exemple la campagne de Norvège durant l'hiver 1939-1940. Reste une question : peut-on réellement isoler une partie de la vie politique d'un homme lorsque l'on sait *a fortiori* que, dans le cas présent, celui-ci cumula près d'un demi-siècle de vie parlementaire ? Ainsi, l'affirmation de l'auteur selon laquelle Reynaud, « à défaut d'avoir été gaulliste, a adopté, sans conteste, une attitude gaullienne avant l'heure » (p. 402) aurait mérité d'être appréciée, non seulement à l'aune de son activité ministérielle, mais également eu égard à l'ensemble de sa carrière politique démarrée au lendemain des élections de 1919.

Thibault Tellier

Juifs et chrétiens en Europe

WOLF HUBERT, *Le Pape et le diable. Pie XII, le Vatican et Hitler : la révélation des archives*, Paris, CNRS éditions, 2009, 340 p., 25 €.

« Le présent ouvrage s'est donc donné un objectif plus modeste. Il s'agissait de reconstituer historiquement, en choisissant cinq thématiques, le regard porté depuis Rome sur l'Allemagne entre 1917 et 1939 ». Cette précision de l'auteur, prêtre et professeur d'histoire de l'Église à la faculté de théologie de Münster, dans les remerciements de fin de volume (p. 334), manifeste le caractère trompeur de la couverture du livre. Celui-ci ne traite pas du pontificat de Pie XII (1939-1958), dont les archives ne sont pas ouvertes aux chercheurs, mais du pontificat de son prédécesseur Pie XI (1922-1939), accessible à l'Archivio segreto vaticano depuis 2003 et 2006. Dans une masse de papiers considérable, Hubert Wolf, dont l'équipe numérise les fonds de la nonciature de

Munich et de Berlin, a sélectionné cinq dossiers jugés emblématiques. Le premier nuance la germanophilie d'Eugenio Pacelli, titulaire du poste de 1917 à 1930 et futur Pie XII. Son penchant pour l'Allemagne est indéniable, mais pour une Allemagne soumise à Rome : l'intervention des autorités civiles dans la nomination des évêques, l'autonomie des facultés canoniques dans les universités publiques et l'indépendance des puissants mouvements laïcs ne lui disent rien qui vaille. Déjà connue pour partie, l'affaire de la condamnation, par décret du Saint-Office en 1928, de l'association philosémite « Les Amis d'Israël » perd tout mystère : la réprobation finale de l'antisémitisme, qui est une première dans l'enseignement romain, couvre en fait le refus de la suppression des formules antijuives dans la liturgie du Vendredi saint, réclamée par l'association. Le troisième chapitre tranche un nœud gordien historiographique : Hubert Wolf n'a trouvé, dans les archives récemment ouvertes, aucun document établissant un rapport de cause à effet entre le vote des pleins pouvoirs à Hitler par le parti catholique du Zentrum, en mars 1933, et la signature du concordat entre le Saint-Siège et le Troisième Reich, en juillet de la même année. Le quatrième dossier, déjà entrouvert lui aussi et le seul qui franchisse la barrière de 1939, montre les hésitations romaines à l'encontre d'une franche réprobation des persécutions raciales en Allemagne. Pie XII approuve la dénonciation par l'évêque de Münster, Mgr von Galen, de l'extermination des malades mentaux, en 1941, mais il ne les reprend pas à son compte : les évêques allemands peuvent parler, pas le pape. Quant au dernier dossier, il explique pourquoi *Le Mythe du XX^e siècle* d'Alfred Rosenberg fut mis à l'Index des livres prohibés en 1934, alors que *Mein Kampf* en fut exempté au terme d'une procédure de plusieurs années (1934-1937), la substance des travaux préparatoires passant dans l'encyclique *Mit brennender Sorge* de 1937, et surtout dans un « syllabus » de la Congrégation romaine des séminaires et universités l'année suivante. En condamnant les thèses de l'idéologue nazi, le Saint-Office restait dans son rôle. Prohiber l'ouvrage phare du chan-

celier du Troisième Reich, bréviaire de la nouvelle Allemagne, aurait posé des problèmes que les « politiques » de la secrétairerie d'État ne voulaient pas soulever, alors qu'ils luttaien à pied pour le respect des termes du concordat. L'absence de conclusion confirme la nature de l'ouvrage : non pas une nouvelle synthèse, jugée prématurée, mais un bouquet d'études indépendantes les unes des autres, démontrant l'apport des archives récemment ouvertes sur les rapports du Saint-Siège avec l'Allemagne sous Pie XI avant et après 1933. Hubert Wolf, d'une manière quelque peu positiviste, se retranche derrière sa documentation. Il connaît bien sûr une historiographie aussi foisonnante que contrastée ; mais il refuse « de débattre directement les différentes positions » (p. 22). Il se contente de présenter nombre de pièces inédites sur les cinq dossiers traités.

Étienne Fouilloux

MARX BERGER PAULE, *Les Relations entre les juifs et les catholiques dans la France de l'après-guerre 1945-1965*, Paris, Parole et Silence, 2009, 549 p., 32 €.

L'engagement d'un petit nombre de personnes autour de Jules Isaac et Paul Démann pour un renouvellement du regard de l'Église sur Israël, principalement les Amitiés judéo-chrétiennes et les Pères et Sœurs de Sion, constitue le cœur de l'ouvrage de Paule Marx Berger. Démann, le Père de Sion, reprend à son compte l'urgence de l'engagement exigé par Jules Isaac, bien qu'il récuse sa lecture purement historique des Écritures. Tous deux s'accordent sur une stratégie qui vise prioritairement à atteindre la hiérarchie catholique. L'auteur retrace la diversité des actions menées. Au milieu des années 1950, se tient à Paris une dévotion réparatrice relative au miracle des Billettes (une hostie miraculeusement sauvée de son persécuteur, juif et usurier), dévotion encouragée par la publication d'un ouvrage et relayée dans la revue *Ecclesia* de Daniel-Rops.

Le réseau se mobilise pour dénoncer des pratiques qui rassemblent encore un grand nombre de fidèles et d'ecclésiastiques. Paul Démann s'attache à faire évoluer la catéchèse et la liturgie, en diffusant des textes grâce au soutien de membres éminents de l'Église. En 1952, la brochure *Les Juifs dans la catéchèse chrétienne* est accompagnée d'une lettre de l'archevêque d'Aix Mgr Charles de Provençères, président de la Commission épiscopale du catéchisme et, l'année suivante, l'enquête sur la place d'Israël dans la catéchèse est préfacée par le cardinal Saliège. Au milieu des années 1950, Démann prolonge la lutte contre l'antisémitisme chrétien qu'il a liée à l'approfondissement théologique de la destinée d'Israël par la volonté de travailler à la connaissance du judaïsme. Ces engagements deviennent peu après ceux des Sœurs de Sion, pourtant très marquées par la dévotion réparatrice pour le péché d'Israël et dont l'enseignement interdisait l'étude de la Bible jusqu'en 1950. Les Sœurs encouragent l'étude de l'hébreu et les travaux portant sur la tradition singulière du judaïsme : les textes talmudiques et les développements de la pensée juive jusqu'à l'époque contemporaine. Au moment de Vatican II, le cardinal Bea prend acte de leur travail pionnier et fait d'elles des piliers de l'application de *Nostra Aetate*. Bien que la dissymétrie de l'engagement entre juifs et catholiques ne soit pas à remettre en cause, ces derniers étant engagés dans l'œcuménisme et le questionnement suscitée par la Shoah, on pourra regretter l'absence d'un développement consacré aux penseurs juifs impliqués dans le dialogue judéo-chrétien. Paule Marx Berger cite un unique texte de Léon Ashkénazy dit Manitou, une réponse à Démann concernant la question de l'Unité datant de 1953. Or, Manitou, tout en insistant sur l'antagonisme irréductible des pensées juive et chrétienne, a fait entendre la nécessité d'une interrogation sur le christianisme du sein de la tradition juive, ce qui a constitué une prise de position significative du fait de l'importance de ce dernier dans la reconstruction du judaïsme français d'après-guerre.

Anaël Levy

GRONDEUX JÉRÔME, *Georges Goyau (1869-1939) : un intellectuel catholique sous la III^e République (1869-1939)*, Rome, École française de Rome, 2007, 445 p., 53 €.

Issu d'une thèse soutenue en 1994, ce livre est consacré à une figure marquante du catholicisme français sous la Troisième République, celle du publiciste et historien Georges Goyau. Né à Orléans en 1869, Georges Goyau vit une enfance triste et solitaire mais trouve l'épanouissement dans les études. Pur produit de l'enseignement public, il entre à l'École normale supérieure en 1888, est reçu premier à l'agrégation d'histoire et devient pensionnaire de l'École française de Rome. À Ulm, il est influencé par le philosophe Léon Ollé-Laprune qui défend l'impératif de l'engagement pour tout catholique, mais plus encore par Henri Lorin qui l'encourage à se mettre au service du catholicisme social. Il déploie sa plume redoutée au sein de la *Revue des Deux Mondes* tout en rédigeant de nombreux ouvrages. Il cherche à clarifier la position des ralliés pour construire une force politique républicaine conservatrice et donne une interprétation maximaliste de l'encyclique *Rerum novarum*. La constitution de cette première démocratie chrétienne est un échec et l'engagement de Georges Goyau dans l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) correspond à un repli sur des bases moins strictement politiques. Favorable à la loi de la Séparation, il s'oppose profondément à la politique de laïcisation scolaire. Dans les années suivantes, il met sa réflexion au service d'un modèle d'intervention catholique dans le champ des relations internationales et devient le collaborateur régulier du *Figaro*. En 1922, il entre à l'Académie française et, à partir de 1926, occupe la nouvelle chaire d'histoire des missions à l'Institut catholique de Paris. Dans les années 1930, il donne la priorité à la lutte contre le communisme en travaillant à la réunification du camp catholique, ce qui le conduit à soutenir Franco, puis à défendre le vieux Maurras en portant à Rome la levée d'excommunication.

Cette biographie intellectuelle très détaillée apporte une contribution essentielle à la compréhension du catholicisme intransigeant et à son articulation avec le catholicisme libéral. Néanmoins, on pourra regretter que l'auteur n'interroge pas davantage la catégorie d'intellectuel catholique et qu'il n'inscrive pas son étude dans les nouveaux développements de cette histoire (Pierre Colin, Maurilio Guasco, François Laplanche, Denis Pelletier, etc.). Cela s'imposait d'autant plus que le propos du livre et la conclusion visaient cette question. S'il existe des intellectuels catholiques à la fin du 19^e siècle, ils se trouvent davantage dans la génération sacrifiée de la crise moderniste, celle qui a revendiqué une autonomie à l'égard du magistère ecclésiastique. Certes, Georges Goyau est un homme de dialogue et il le montre dans l'accueil qu'il fait à la pensée d'un Newman ou d'un Blondel et dans l'intérêt qu'il porte aux modernistes, mais sa pensée est antimoderne et se nourrit d'un antijudaïsme, d'un antiprotestantisme et d'un antimaçonnisme radical. Il se situe dans une stricte configuration pyramidale et reste d'abord et avant tout un Romain attaché à la tradition, seule garantie à ses yeux contre l'erreur dogmatique. Plus qu'un intellectuel catholique, Georges Goyau est un intellectuel romain, la figure aboutie aurait dit Gramsci de l'intellectuel organique. Le grand mérite de ce livre est de nous restituer l'itinéraire de celui qui a incarné à la perfection le statut que le catholicisme intransigeant accordait à l'intelligence.

Claire Toupin-Guyot

CHANTRAINE GEORGES, *Henri de Lubac*, t. II : *Les années de formation (1919-1929)*, Paris, Cerf, 2009, 842 p., 56 €.

Voici donc le deuxième tome du monument élevé à la gloire du théologien jésuite français Henri de Lubac par son disciple belge Georges Chantraine. Il présente les mêmes défauts que le premier : ton volontiers apologétique ; refus de la synthèse au profit d'une accumulation de citations dont le volume suit de près celui de la docu-

mentation (les vacances, temps de la dispersion des amis, sont mieux traitées que certaines années scolaires où ils sont rassemblés dans la même résidence) ; mise sur le même plan d'anecdotes, familiales ou autres, et d'événements plus importants, contexte bloqué en introduction et pas exempt d'erreurs (Bernardot pour le dominicain Bernardot, fondateur des Éditions du Cerf qui publie le livre !). Et pourtant, malgré une lecture rendue difficile par de tels choix, ce volume est nettement plus intéressant que le précédent. Il retrace en effet pas à pas la genèse d'une pensée au fil des étapes du long cursus jésuite, de la démobilisation en 1919 jusqu'à la fin du troisième an de probation en 1929 : une décennie marquée surtout par les trois années de philosophie scolastique à Jersey (1920-1923) et par les quatre années de théologie à Hastings, puis à Lyon-Fourvière (1924-1928). Ordonné prêtre en 1927, Henri de Lubac a 33 ans lorsqu'il s'apprête à occuper, non sans inquiétude, le premier poste qui lui a été confié : une chaire de théologie aux facultés catholiques de Lyon.

Trois traits dominent cette longue formation. D'abord le rejet, exprimé en des termes souvent vifs, de la forme et du contenu de l'enseignement reçu, en philosophie surtout, dans un scolasticat acquis, chez ses principaux professeurs, au thomisme selon Suarez. Ancien combattant mûri par la guerre, Henri de Lubac juge cet outillage abstrait incapable de ramener à la foi nombre de ceux qu'il a rencontrés dans les tranchées ; et il estime que la mission de sa génération est de bâtir une nouvelle apologétique pour rétablir un lien entre la tradition ecclésiastique et la pensée moderne, dans ce qu'elles ont toutes deux de meilleur. Second apport majeur du livre : il n'est pas seul de son avis. Au fil des études, se coagule autour de lui un groupe d'étudiants qui ont peu ou prou le même parcours et les mêmes préoccupations : Gaston Fessard, la tête chercheuse, et Robert Hamel, l'ami de cœur, surtout ; mais aussi Yves de Montcheuil, Charles Nicolet ou René d'Ouin. Plutôt que sur leurs professeurs, ils s'appuient sur une génération jésuite antérieure, suspecte depuis la répression antimoderniste (Victor Fontoynt, 213

Joseph Huby, Auguste Valensin) pour élaborer, en marge de leurs études, les fondements d'une pensée conforme à leurs vœux, ce qui ne tarde pas à les mettre en délicatesse avec leurs supérieurs. La lumineuse préface d'Emmanuel Tourpe en restitue la démarche : allier au thomisme revu par Pierre Rousselot (tué aux Épargnes) ou par le Belge Joseph Maréchal, grand lecteur de Kant, ce qu'ils trouvent de mieux dans le filon spiritualiste français du 19^e siècle, de Maine de Biran à Maurice Blondel, leur maître reconnu (l'un des documents les plus précieux du livre est le compte rendu de la première rencontre du jeune jésuite avec le vieux maître d'Aix le 16 mars 1923, p. 202-206). On découvre ainsi un Lubac philosophe, et philosophe soucieux de ne pas séparer la théologie de la philosophie, sur les relations de la nature avec la grâce, déjà. Théologien de métier, il ne pratiquera plus guère la philosophie, mais Georges Chantraine montre, avec toutes les précisions souhaitables (trop parfois) qu'une bonne partie de sa théologie à venir est fondée sur les travaux philosophiques du groupe réuni autour de lui dans les années 1920.

Étienne Fouilloux

CRÉPIN THIERRY et HACHE-BISSETTE FRANÇOISE (dir.), *Les Presses enfantines chrétiennes au XX^e siècle*, Arras, Artois Presses Université, 2008, 258 p., 22 €.

La presse enfantine fait rarement l'objet de la verve des chercheurs. L'ouvrage collectif traduit ici, à l'inverse, l'effort d'un grand nombre pour pallier ce désintérêt.

À l'occasion du 75^e anniversaire de la revue *Cœurs vaillants*, un colloque a été organisé à Arras, ville berceau, en décembre 2004, pour rendre hommage à la presse enfantine. Cet ouvrage en retranscrit les actes. Il s'organise en cinq parties soit seize articles qui proposent un large panorama de la presse enfantine chrétienne (catholique et protestante), en France, en Belgique, en Suisse, aux 19^e ou 20^e siècle. On aurait pu s'attendre naturellement à plus de communications

autour de *Cœurs vaillants*, mais cette revue est peu exploitée à l'opposé de *La Semaine de Suzette*. D'autres journaux tels que *Petits Belges*, *Pomme d'Api*, *Le Noël*, *Lisette*, *L'Abeille*, *Notre journal*, etc. sont également mis en avant. Les auteurs analysent les stratégies des éditeurs pour perdurer, en particulier en temps de crises et de guerres ou dans des contextes de modernisation, de sécularisation et de déchristianisation. Dépeindre la presse, même enfantine, équivaut à faire un tableau de la société moderne. La spécialisation des revues par sexe et par tranches d'âges est bien mise en évidence, tout comme apparaît clairement la transformation du contenu par l'utilisation de nouvelles techniques variées tels le roman-feuilleton, la bande dessinée, la couleur, la photographie, les activités ludiques, les produits dérivés... En complément, des études de cas, suivant le penchant confessionnel : journaux catholiques ou protestants, sont disséquées et confrontées. Une approche moins chronologique aurait été appréciée dans ces descriptions. La place du religieux dans ces journaux n'est pas sans poser problème : quel sens peut avoir la notion de presse confessionnelle ? Est-il possible de distinguer des idéologies particulières, véhiculées par telle ou telle revue ? En tout état de cause, qui dit revue pour enfants, dit revue moralisatrice. Bien qu'il y ait désir de divertissement, ces revues arborent toutes, en effet, une volonté d'éduquer, d'instruire, de moraliser et d'édifier les enfants, en jouant sur l'exemplarité, le patriotisme ou le nationalisme ainsi que l'ouverture à l'autre, la générosité, l'obéissance, etc. Cette propagande délivrée par des auteurs ou illustrateurs aux discours symboliques veut conduire les enfants à devenir des « chevaliers-croisés » qui, adultes, feront de la France un grand pays idéal, chrétien.

Si l'attrait comparatiste est un atout de cet ouvrage documenté quoique non illustré, il me semble que son périmètre est trop vaste ou pas assez : quelle différence entre les revues nationales et régionales ? Pourquoi s'arrêter à la Belgique et la Suisse, au-delà de leur idiome ? Le choix dominant de revues de langue française permet une utile comparaison, mais celle-ci aurait sans

doute pu être élargie, au moins dans un cadre européen.

Fleur-Élodie Buffet

FOUILLOUX ÉTIENNE, *Les Chrétiens français entre guerre d'Algérie et mai 1968*, Paris, Parole et Silence, 2008, 360 p., 25 €.

Cet ouvrage est un précieux recueil d'articles jusque-là dispersés et inégalement accessibles, sur une période encore peu étudiée de l'histoire du catholicisme français, le protestantisme n'étant abordé ici qu'à la marge. Il comporte trois parties. La première porte sur les conflits religieux induits par la guerre d'Algérie. La seconde rassemble des travaux sur les minorités catholiques actives des deux côtés de l'échiquier politique, à droite (un chapitre sur l'intégrisme) et surtout à gauche (quatre chapitres sur le mendésisme, la « main tendue », la banlieue rouge et Mai 68). La troisième traite de problèmes plus directement religieux : une précieuse synthèse sur « le choc de Vatican II » et cinq études de cas, sur les jésuites de l'Action populaire, le Centre pastoral des missions à l'intérieur, la crise des mouvements de jeunesse confessionnels, la querelle de la représentation religieuse dans l'art et la controverse à propos de la « religion populaire ». *In fine*, un panorama de la décennie 1965-1975, écrit à chaud en 1977 et que le temps n'a pas rendu caduc : sa perspicacité confirme, s'il en était encore besoin, que l'histoire immédiate n'est pas une tâche impossible, l'absence de recul, qui est un inconvénient certain, étant compensée par la familiarité avec le terrain.

Rigueur démonstrative, érudition sans faille, sens des nuances : on retrouve ici les qualités que chacun reconnaît depuis longtemps à l'auteur et qui font de ce livre un guide sûr. Mais cette publication est aussi une réaction explicite contre la tendance de certains courants historiographiques à enfermer l'étude du champ religieux sur lui-même et à n'imputer la responsabilité des déboires du catholicisme français contemporain qu'à l'application maladroite ou sauvage des décisions de Vatican II. Étienne Fouilloux opère donc à juste

titre un redressement chronologique, montrant que la crise religieuse est largement antérieure au concile, et une réévaluation causale, soulignant le rôle des facteurs externes dans l'évolution de l'Église. Les difficultés des mouvements de jeunesse d'Action catholique, par exemple, antérieures ou concomitantes au concile, tiennent autant sinon plus, à l'avènement de la planète des jeunes qu'aux désaccords sur les problèmes apostoliques. Reste qu'une idée générale se dégage nettement : il y a une constante « interpénétration du politique et du religieux » (p. 218), les conflits religieux tendant à s'exprimer en termes politiques et les conflits politiques renvoyant eux-mêmes à des conceptions religieuses antagonistes. Tant et si bien que, à droite ou à gauche, « ces milieux marchent en définitive au religieux » (p. 223). Quand ils marchent à autre chose, comme le « troisième homme » décrit en 1966 dans un article célèbre du jésuite François Roustang, ils cessent d'être catholiques ou, s'ils ne cessent pas de l'être, on ne les remarque plus.

Yvon Tranvouez

BRODIEZ-DOLINO AXELLE, *Emmaüs et l'abbé Pierre*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 378 p., 24 €.

Bien plus qu'une biographie centrée sur l'abbé Pierre, qui fut durablement l'une des personnalités les plus appréciées des Français, cet ouvrage est une histoire solide et très documentée d'un mouvement humanitaire jusque-là mal connu qui compte pourtant parmi les plus importants en France et dans le monde. Emmaüs est aujourd'hui la deuxième ONG française en termes de ressources financières et la première si l'on excepte la Croix-Rouge, parapublique. De plus certaines, comme ATD Quart-Monde, sont issues de scissions avec Emmaüs qui demeure une nébuleuse active aussi bien au niveau national qu'international, particulièrement en Amérique latine.

L'aura de l'abbé Pierre a grandement contribué à ce rayonnement et l'ouvrage n'éluide pas l'histoire d'un itinéraire personnel exceptionnel qui peut d'ailleurs avoir ses zones d'ombre, avec

des répercussions sur les orientations du mouvement qu'il a fondé. L'un des grands apports de l'ouvrage est aussi de mettre en perspective l'essor du mouvement Emmaüs avec les évolutions intervenues dans l'approche de la question de la pauvreté. Jusqu'aux années 1980 en France et au milieu des années 1990 au niveau international, Emmaüs demeure un mouvement très religieux malgré son absence de prosélytisme et son aconfessionnalisme. Avec le temps, la dimension solidaire l'emporte sur l'aspect caritatif qui subsiste néanmoins. Le livre d'Axelle Brodriez-Dolino constitue donc une véritable histoire sociale et politique de l'humanitaire à partir d'une étude centrée sur les différentes composantes d'un mouvement très divers apparu aux lendemains de la seconde guerre mondiale avant que les effets de la croissance des Trente Glorieuses ne deviennent manifestes.

L'ouvrage est organisé autour de trois parties principales qui reflètent les grandes évolutions du mouvement Emmaüs depuis les années 1950 jusqu'à nos jours. La première intitulée « Des catacombes à l'implosion » couvre les années 1950. Elle est marquée par l'organisation dès la fin de 1947 par l'abbé Pierre, prêtre résistant puis député MRP, d'une première maison de rencontre à Neuilly-Plaisance, dans l'Est de la région parisienne. C'est le point de départ d'une utopie communautaire fondée sur la lutte pour le logement des plus démunis et la création des premières communautés de compagnons chiffonniers. En pleine crise du logement, l'appel radiophonique du 1^{er} février 1954 suscite une mobilisation exceptionnelle en faveur du logement d'urgence. Parallèlement, le développement des communautés, dont certaines itinérantes, donne une grande originalité au mouvement Emmaüs. Celui-ci est cependant confronté aux difficultés liées à l'organisation du camp de Noisy-le-Grand, particulièrement après l'arrivée, le 11 novembre 1956, du père Joseph Wresinski qui en critique l'état jusqu'à provoquer une scission avec Emmaüs et la création en 1961 d'Aide à toute détresse devenue depuis le mouvement ATD Quart-Monde (en 1968). La diversification et l'extension des activités d'Emmaüs suscitent donc des tensions

qui peuvent prendre l'ampleur de crises ouvertes. Elles peuvent être liées aux différentes logiques d'intervention adoptées soit par les organismes centraux du mouvement installés rue de la Bourdonnais, davantage axés sur la gestion, soit par les différentes communautés plus sensibles aux luttes de terrain. La mise sous tutelle en 1958 de l'abbé Pierre par l'Église et la direction d'Emmaüs entraîne des déchirements et une réorientation de son action personnelle en direction de l'international. Dès lors le développement du mouvement en France se fait presque en continu durant les années 1960 et 1970.

L'ampleur des tensions de la période précédente et la retombée médiatique du thème de la précarité durant la période des Trente Glorieuses contribuent à cette relative discrétion. Cette deuxième partie envisage tour à tour le rôle d'Emmaüs dans l'essor du logement social, la structuration conflictuelle des communautés autour de deux grandes fédérations : l'Union centrale des communautés Emmaüs (UCC) plus gestionnaire et centrée sur la responsabilité, et l'Union des amis et compagnons d'Emmaüs (UACE) très proche des convictions du fondateur et plus soucieuse de conserver les valeurs de spontanéité innovante d'Emmaüs. Cette partie évoque aussi le fonctionnement au quotidien des communautés et le profil des compagnons ainsi que l'internationalisation d'Emmaüs comme mouvement catholique.

La troisième partie qui couvre les années 1980 à 2000 est consacrée au retour d'Emmaüs sur la scène médiatique et politique, aussi bien nationale qu'internationale. Cette phase d'évolution s'inscrit dans le contexte de la fin des Trente Glorieuses et de la dégradation de la conjoncture économique et sociale. La question de la « pauvreté-précarité » est alors à l'ordre du jour des politiques nationales ainsi que le thème de la lutte contre l'exclusion développé particulièrement par le mouvement international ATD Quart-Monde à l'occasion notamment du bicentenaire de la Révolution française. Ces évolutions ont lieu dans un contexte marqué par l'alternance politique entre droite et gauche et sur fond de crise de la récupération traditionnelle. Celle-ci

est en effet concurrencée de plus en plus par de nouveaux acteurs dans un contexte de réglementation accentuée liée à l'affirmation européenne et à la montée de la vigilance écologiste. Elles interviennent également dans un moment de changement générationnel des principaux dirigeants d'Emmaüs, avec notamment l'arrivée de Martin Hirsch à la présidence d'Emmaüs-France en 2002, qui coïncide avec le retour au pouvoir de la droite. Si ses réformes internes ont pu donner lieu à controverse, son apport en termes de médiatisation et de notoriété d'Emmaüs paraît incontestable. Reste à savoir si sa nomination en 2007 comme haut-commissaire du gouvernement n'a pas été conçue comme une sorte de contradiction, dans la mesure où son passage dans le champ du politique ne pouvait être que désavoué par ceux qui y voyaient un appui, au moins indirect, à un président honni par une bonne partie du mouvement pour sa politique migratoire et de lutte contre l'exclusion !

Yannick Marec

De l'Afrique au Moyen-Orient

MOSES A. DIRK (dir.), *Empire, Colony, Genocide : Conquest, Occupation, and Subaltern Resistance in World History*, Oxford, Berghahn, 2008, 491 p., 47,50 £.

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité de nombreux livres et numéros spéciaux de revue (en particulier du *Journal of Genocide Research*) traitant des dimensions génocidaires des pratiques coloniales, voire du projet colonial lui-même. Il n'aborde pourtant guère les dimensions juridiques et morales de cet enjeu, qui ont fait couler beaucoup d'encre depuis les années 1970, en particulier en Australie. La problématique est portée par des historiens des antipodes spécialistes de l'Allemagne nazie et des fondements intellectuels des politiques exterminatrices européennes, mais aussi par des historiens allemands qui ont travaillé sur les pratiques coloniales allemandes en Afrique au début du 20^e siècle et ont participé aux houleux débats sur la continuité possible entre celles-ci et

les politiques génocidaires nazies (avec la « rede couverte » de l'« effet boomerang » mis en valeur par Hanna Arendt).

L'objectif est moins de remettre en cause la spécificité de l'Holocauste que d'éviter que celui-ci empêche de parler de génocide sur d'autres terrains. L'exégèse de la pensée de Lemkin, en particulier à partir de certaines de ses archives, permet de montrer que le néologisme n'a pas été défini exclusivement en fonction de l'Holocauste. Les contributions de l'ouvrage sur l'extermination des peuples indigènes sont d'utiles mises au point, au moment où les travaux d'ensemble se multiplient sur la prise de possession des terres du monde par les Britanniques. Plus problématique est l'affirmation selon laquelle toute colonisation est par nature génocidaire, comme le martèle Dominik Schaller après avoir décrit le sort des indigènes dans les colonies allemandes d'Afrique australe.

Certaines contributions nourrissent des débats entamés depuis quelques années. Ainsi de la continuité entre les pratiques impériales tsaristes et la politique des nationalités des bolcheviks, lesquels ont ciblé des nations particulières pour les déporter. Ainsi, également, des pratiques coloniales des nazis à l'Est de l'Europe ; au-delà d'une certaine banalisation de celles-ci, leur étude permet dans l'historiographie de redonner leur place aux millions de victimes slaves des projets de réorganisation de l'Europe en fonction de critères raciaux.

Enfin, l'hypothèse du génocide « subalterne », des populations dominées s'inspirant des discours et des pratiques des colonisateurs, reste assez fragile ; déjà pour expliquer les massacres de masse perpétrés par les Khmers rouges, mais plus encore lorsque Dirk A. Moses avance que les nazis ont avant tout prétendu libérer le peuple allemand de la tutelle juive. Au-delà de l'intérêt certain de ces projets globaux sur les liens entre génocide et modernité et sur les responsabilités européennes, il est difficile de ne pas avoir l'impression que cette nouvelle historiographie sur les génocides mélange un peu tout, et porte des positions politiques et idéologiques qui brouillent plus qu'elles n'éclairent ces sujets complexes, dans lesquels

s'engouffrent des chercheurs de plus en plus nombreux de toute provenance.

Pierre Grosser

SALL IBRAHIMA ABOU, *Mauritanie du Sud : conquêtes et administration coloniales françaises (1890-1945)*, Paris, Karthala, 2007, 815 p., 49 €.

L'auteur montre que la Mauritanie du Sud, conquise plus tôt que le Nord, a connu une gestion administrative différente : l'histoire des pays de la vallée du Sénégal entre 1855 et 1891 ne saurait être assimilée à celle du Nord, alors encore indépendant, et restait encore à écrire.

Il insiste sur la spécificité du Gidimaxa, du Fuuta Toro et de Waalo Bara, en rappelant les caractères de leur conquête. Il montre que, à la suite de l'annexion des territoires situés sur la rive droite de la Mauritanie (1904), le Sud a doublement participé au mouvement qui devait conduire à la création de la colonie de Mauritanie moderne : il a constitué une base de départ pour l'occupation du Nord, puis a fourni le personnel subalterne nécessaire à son encadrement (interprètes, goumiers). Simultanément, les Mauritanien du Sud, autrefois victimes d'incursions venues du Nord, sont allés s'installer sur la rive nord du Sénégal où l'habitat s'est densifié.

Dans la colonie de Mauritanie (1904-1945), l'auteur décrit deux types d'administration : l'administration supérieure de commandement (étudiée à partir des archives, mais aussi par des enquêtes orales, menées tant du côté de la population mauritanienne qu'auprès des anciens administrateurs) ; l'administration de commandement indigène, structure de relais avec la population locale. L'auteur insiste sur la dualité des systèmes administratifs entre le Nord et le Sud. Il montre que les aristocraties locales ont su préserver une position dominante dans leurs sociétés : s'il est vrai que le colonisateur a choisi ses chefs de canton en fonction des services rendus à la France, il les a pris de préférence dans les aristocraties locales, déjà soudées entre elles par une tradition ancienne d'endogamie. L'auteur montre aussi que les gens du Sud ont fait « rayonner, par le moyen

d'une administration coloniale instrumentalisée, la târiqa tijâniyya ». Remarquons ici à quel point sa démonstration est en phase avec celle d'auteurs comme David Robinson.

Ainsi, la Mauritanie a été créée en 1904 parce que l'occupation espagnole du Rio de Oro (acceptée par la France lors du traité de 1901) empêchait de créer un bloc français nord-ouest africain reliant le Maroc au Sénégal : d'où une translation vers le Sud de la colonie en gestation de Mauritanie, et le rattachement de la rive droite du Sénégal au Territoire civil de la Mauritanie, pour des raisons économiques. Ce faisant, le colonisateur créait une colonie comprenant deux entités où, fidèle à sa politique des races, il mena des pratiques administratives différentes, génératrices de dysfonctionnements et de questionnements permanents sur le devenir de la colonie : sa partie sud formait de fait, avec la rive gauche du Sénégal située de l'autre côté de la frontière, une unité géographique homogène.

Bernard Salvaing

COURCELLE-LABROUSSE VINCENT et MARMIE NICOLAS, *La Guerre du Rif : Maroc, 1921-1926*, Paris, Tallandier, 2008, 364 p., 25 €.

L'ouvrage de Vincent Courcelle-Labrousse et Nicolas Marmié, dont le propos est centré sur la guerre du Rif, nous présente plus largement un demi-siècle de relations entre le Maroc et les grandes puissances européennes, depuis la signature du traité de protectorat de 1912 jusqu'à la mort d'Abdelkrim en 1963.

Dans les premiers chapitres, les auteurs restituent finement l'atmosphère politique et sociale du Maroc au cours des premières années de protectorat français et, pour la majeure partie rifaine du pays, de présence espagnole. Ils montrent d'abord le clan Abdelkrim ami et serviteur de l'Espagne. Ils analysent ensuite les raisons du revirement qui conduisent le fils à se faire, pendant la guerre, l'ambassadeur des thèses pro-allemandes et, finalement, à afficher un nationalisme incompatible avec les intérêts espagnols. Son emprisonnement en 1915 par les Espagnols conduit au « divorce ».

Dans l'immédiat après-guerre, Abdelkrim, qui s'impose comme un chef naturel dans ce pays dépourvu d'élites, prend la tête du mouvement de résistance. Le plan espagnol d'invasion du Rif central échoue, alors même qu'Abdelkrim, devenu émir, forme un gouvernement et une armée. Le Rif entre alors pour plusieurs années dans une guerre qui prend rapidement la forme d'un conflit moderne. Certes les Rifains pratiquent la guérilla, mais ils disposent aussi, grâce aux prises de guerre faites sur les Espagnols, d'une véritable artillerie. Pour venir à bout de la « déferlante rifaine », les Espagnols d'abord, à partir de 1923, les Français ensuite, quand la révolte en 1925 touche également leur zone, utilisent les armes chimiques, l'ypérite, et les bombardements aériens. Abdelkrim s'évertue à internationaliser sa cause. Il reçoit les journalistes et espère sensibiliser les gouvernements hostiles aux présences espagnole et française, et ceci alors même que l'extrême gauche, une partie des mouvements pacifistes, des associations de défense des droits de l'Homme et les surréalistes s'indignent des méthodes utilisées par les deux États belligérants. Mais le maintien de la domination coloniale reste à l'ordre du jour pour les autorités politiques des deux côtés des Pyrénées. La guerre conduit à une étrange collaboration entre un gouvernement français dirigé par un républicain socialiste porté au pouvoir par le Cartel des gauches, Paul Painlevé, et un dictateur espagnol, Primo de Rivera, prêts en 1925 à négocier ensemble la paix avec Abdelkrim, puis à mener de concert la répression du mouvement rifain. La victoire n'est obtenue par les colonisateurs qu'à l'issue de longs mois d'action combinée. En 1926, en choisissant de se rendre aux Français, Abdelkrim se soustrait aux Espagnols.

Exilé avec sa famille pendant vingt et un ans à La Réunion, Abdelkrim échappe en 1947 à la vigilance des autorités françaises et, sollicité par les chefs du nationalisme nord-africain, il commence une « troisième carrière ». Mais les relations avec les nouveaux *leaders* indépendantistes se dégradent rapidement. Jusqu'à son décès, le vieux chef rifain demeure intransigeant à refu-

ser « l'indépendance dans l'interdépendance conclue entre Mohammed V et la France.

L'ouvrage, qui n'aborde pas sous un jour réellement nouveau la guerre du Rif, se révèle néanmoins une synthèse sérieuse produite à partir d'archives, françaises uniquement, et de travaux parus en langues française, espagnole et anglaise. Si les auteurs dressent un tableau assez complet de la situation militaire rifaine, on regrette en revanche qu'ils évoquent peu les liens établis par Abdelkrim avec des étrangers ; les travaux de Dirk Sasse, qui avaient récemment bien mis en valeur le rôle de ces conseillers, ne sont d'ailleurs pas cités dans la bibliographie (Dirk Sasse, *Franzosen, Briten und Deutsche im Rifkrieg (1921-1926) : Spekulanten und Sympathisanten, Deserteure und Hasardeure im Dienste Abdelkrims*, Oldenbourg, Munich, 2006). En outre, l'absence de notes infrapaginales ne facilite pas l'utilisation de l'ouvrage à des fins de recherche. Malgré ces nuances, on consultera avec un certain bonheur *La Guerre du Rif*, écrit dans un style très alerte et dont l'édition soignée offre un cahier de photographies et un index.

Anne-Laure Anizan

PEYROULOU JEAN-PIERRE, *Guelma, 1945 : une subversion française dans l'Algérie coloniale*, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui/Études coloniales », 2009, 404 p., 32 €.

Jean-Pierre Peyroulou, qui a déjà préfacé *Les Massacres de Guelma* de Marcel Reggui (La Découverte, 2006), publie ici sa thèse de doctorat soutenue en septembre 2007 à l'Université Paris-VIII. Il y montre les particularités des massacres de Guelma en mai-juin 1945.

L'auteur s'intéresse d'abord à la situation algérienne et aux conditions favorisant l'émergence du nationalisme dans le Constantinois à la fin de la seconde guerre mondiale, sous l'impulsion de Ferhat Abbas et des Amis du Manifeste et de la liberté (AML). Il dresse ensuite la situation de Guelma depuis les débuts de la colonisation, et souligne le rôle d'un nouveau sous-préfet charismatique, André Achiary, qui a organisé dès avril

1945 une « milice » en cas de troubles insurrectionnels. Les manifestations du 1^{er} mai 1945 ne furent cependant pas réprimées dans le Constantinois, ce qui permit le déroulement de nouvelles manifestations le 8 mai. À Guelma, la manifestation fut improvisée en soutien aux insurgés de Sétif, mais sans violences contre les Européens.

Cette manifestation justifia la mobilisation de la milice, l'imposition de l'état de siège, l'arrestation des militants nationalistes et la création d'un « tribunal de salut public » illégal, qui « jugea » la totalité des hommes adultes musulmans de la ville en neuf jours. À partir du 13 mai, Guelma tomba dans le « maelström des massacres » (p. 163). Le ministre de l'Intérieur, alerté, créa une commission d'enquête qui ralentit les massacres. Mais les violences de la milice perdurèrent tout le mois de juin, les charniers furent vidés et les centaines de cadavres brûlés. Cela permit d'accréditer la thèse de 16 morts musulmans, alors que les estimations s'élèvent de 646 à 2 000 tués. Jean-Pierre Peyroulou penche pour le second chiffre et avance l'hypothèse d'un « politicide » (p. 226), étant donné la proximité des tués avec le mouvement nationaliste.

Cette « subversion » inaugura le thème de la défense de l'Algérie française par les Européens d'Algérie. Inversement, il enracina le nationalisme chez les Algériens en les convainquant de la nécessité d'utiliser la violence. Les massacres introduisirent une coupure irrémédiable entre les deux populations, d'autant plus que la Justice a sanctionné les Algériens mais non les Européens. Jean-Pierre Peyroulou penche en faveur d'une « raison d'état rampante » (p. 343) du niveau local au niveau gouvernemental, considérant par exemple les Algériens tués comme des « disparus » pour ne pas reconnaître les massacres. Toute évolution de l'Algérie coloniale était désormais impossible, en dépit de la réforme du statut en 1947.

L'auteur montre donc comment, dès 1945, étaient en gestation des mécanismes qui se développèrent pendant la guerre d'Algérie, notamment l'impunité et la subversion des Européens contre le gouvernement.

Tramor Quemeneur

COOPER FREDERICK, *L'Afrique depuis 1940*, Paris, Payot, 2008, 319 p., 25 €.

Pour Frederick Cooper, expliquer « le présent par le passé » impliquait d'abord de remettre en question deux lectures de l'histoire de l'Afrique : celle qui la divise en trois périodes distinctes (pré-coloniale, coloniale et postcoloniale) et celle qui fait de la deuxième la source de toute explication historique, et de l'État une structure imposée par l'Occident. Sans nier à ces deux approches une certaine capacité explicative, Cooper relègue au second plan l'articulation de l'histoire autour du changement de statut politique des territoires lié aux indépendances, mettant en évidence une certaine continuité dans leur évolution politique et replaçant ses acteurs au centre de l'histoire, qu'il s'agisse des États impériaux ou des populations africaines.

Les puissances coloniales se sont dans un premier temps appuyées sur les structures précoloniales pour imposer leur domination, avant de mettre en place un « colonialisme de développement » devant donner une nouvelle légitimité à la domination impériale. Le développement économique et politique devint l'idée autour de laquelle devaient se former les revendications des populations coloniales (salaire, éducation, citoyenneté). Dans ce processus, les Africains ne furent pas seulement des spectateurs passifs des décisions prises par les gouvernements coloniaux, mais participèrent activement à la définition de la nouvelle structure politique, bousculant en leur faveur la politique coloniale. Le sens de l'indépendance fut déterminé par l'interaction entre État impérial et populations africaines emmenées par une élite intellectuelle. L'État postcolonial se construisit ainsi bien avant les indépendances dans les lézardes de l'édifice impérial.

À travers une série d'études de cas, Cooper met en évidence la permanence d'un État dit « garde-barrière », situé à l'interface entre l'économie internationale et son propre territoire. Après les indépendances, les dirigeants reprirent à leur compte l'idée d'un État acteur principal du développement économique, contrôlant le réinves-

tissement de la manne tirée de l'exportation des matières premières pour asseoir leur légitimité politique et négligeant des secteurs économiques moins lucratifs mais plus structurants socialement. La crise économique des années 1970, par son impact sur les matières premières, entraîna une crise politique. La maîtrise de la distribution des richesses devint le véritable enjeu de la légitimité politique, les dirigeants maintenant leur pouvoir en contrôlant la « barrière » et en redistribuant à des clients. L'État postcolonial a fondé sa légitimité intérieure sur la notion de souveraineté internationale que lui offrait l'indépendance, utilisant l'économie d'exportation pour consolider des allégeances politiques verticales à défaut de construire une cohésion nationale.

Pour Cooper, les problèmes de l'Afrique ne sauraient être résolus par le placage de politiques uniformes ne prenant pas en compte cette construction historique de l'État en Afrique où la frontière entre public et privé reste floue. Son ouvrage ne prétend pas être autre chose qu'un essai analytique et non exhaustif de l'histoire d'un continent entier (quoique essentiellement limité à l'Afrique subsaharienne) offrant au lecteur une introduction générale et des pistes de réflexion à approfondir sur un sujet très vaste. On regrette seulement que le public francophone n'ait pu disposer de la traduction, fût-elle actualisée, que six ans après sa publication originale.

Virginie Barrier-Roiron

ABRAHAMIAN ERVAND, *A History of Modern Iran*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, XXV-228 p., 14,99 £.

Vingt-cinq ans après son *Iran between two Revolutions* (1982), Ervand Abrahamian nous donne ici une version remise à jour d'un classique de l'histoire de l'Iran au 20^e siècle, qui déborde en réalité, au début, sur le 19^e et, à la fin, sur le 21^e siècle. On y retrouvera *grosso modo* les mêmes qualités que dans l'ouvrage précédent, et malheureusement les mêmes défauts, mais avec des développements très nouveaux.

En six chapitres, l'auteur retrace le despotisme Qajar, le constitutionalisme et la première guerre mondiale, la « poigne de fer » de Reza Shah, l'intermède nationaliste de Mosaddeq (1946-1953), le règne et les réformes de Mohammad-Reza Shah et enfin la République islamique. Un livre agréable à lire pour de multiples raisons, notamment parce qu'il ne reprend pas les sentiers battus, il ne passe sous silence aucune ombre, mais il valorise, dans le sens nationaliste et libéral, les efforts de la nation iranienne pour se libérer de différentes formes de dictature. Attentif aux faits sociaux plus qu'aux événements historiques, l'auteur nous livre un petit traité de sociologie politique iranienne déroulé dans les crises du siècle dernier. Il analyse les concepts politiques persans, où l'islam est en compétition avec les idées importées d'Europe, et illustre son propos de reproductions judicieusement choisies de timbres poste évoquant chacune des époques décrites (ces illustrations auraient dû être accompagnées de réflexions sur les symboles nationaux, mais les développements sont réduits au minimum).

Les raccourcis historiques sur des crises fondatrices de l'histoire iranienne sont déconcertants et empêchent de considérer ce livre comme une source fiable pour les lecteurs qui n'auraient rien lu sur ce sujet au préalable. Certaines phrases, concernant par exemple le coup d'État de 1921 qui amorça le passage vers la fondation de la dynastie Pahlavi, semblent attribuer une grande latitude d'initiative au cosaque persan Reza Khan et résument trop rapidement l'évolution vers une dictature modernisatrice. À propos de Mosaddeq, certains aspects fondamentaux du conflit entre l'Iran et les pays industrialisés sont judicieusement mis en valeur, comme l'importance que Londres et Washington attachaient à contrôler eux-mêmes la production de pétrole... Quant à la République islamique, on sera étonné de l'optimisme d'Abrahamian, auteur de plusieurs études sur les mouvements communistes ou islamo-marxistes et sur l'histoire de la répression en Iran : son portrait enthousiaste de la présidence réformatrice de Mohammad Khatami (1995-2005) est hélas terni par l'échec des réformateurs et le retour à une sorte de dictature de miliciens. Dans le détail,

Abrahamian traite les mots et les noms iraniens de manière désinvolte, comme s'il ne lisait pas le persan. Ceci nuit à la lisibilité d'un livre riche qui suscite l'envie d'aller plus loin. Par ailleurs, la bibliographie ne comprend pratiquement que des titres en anglais.

Yann Richard

La Chine et ses voisins

PRASENJIT DUARA, *Sovereignty and Authenticity : Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2003, 320 p., 34,95 \$.

C'est de façon magistrale que Prasenjit Duara montre dans ce livre original l'apport de la micro-histoire à l'histoire générale de la formation des États nations modernes. Utilisant à la fois des sources chinoises et japonaises, Prasenjit Duara examine le cas du Manchukuo, région de la Mandchourie située au Nord-Est de la Chine, occupé, puis érigé en État sous domination japonaise de 1931 à 1945. Prasenjit Duara montre l'importance de cette région stratégique pour la compréhension non seulement de la formation des États nations, mais également du développement de la modernité en Asie orientale (« the East Asian Modern »). Par sa position stratégique en Asie orientale, la Mandchourie fut un territoire disputé entre les Chinois, qui y favorisèrent l'immigration et la colonisation, et les Japonais, qui aspiraient à conquérir ce territoire. Dès lors, quels sont les discours et les pratiques mobilisés par les Japonais pour légitimer leur domination sur la Mandchourie une fois celle-ci conquise en 1931 ?

Les Japonais se sont efforcés de construire un État nation dans le Manchukuo. Leur stratégie fut essentiellement de trouver des appuis locaux qui leur permettent de se prévaloir de l'authenticité, de la civilisation et de justifier leur souveraineté. C'est donc en puisant aux sources et aux traditions que les Japonais ont ancré leur domination dans la région. Ils se sont appuyés sur des sociétés religieuses locales (des « sociétés de rédemption ») qui prétendent incarner la civilisation de l'Orient et ils les ont transfor-

mées en vecteurs de civilisation chargés d'amener les gens au « bien-être », aux « lumières » et de les contrôler. L'auteur montre ainsi comment des discours globaux de civilisation sont appropriés au niveau local dans le cadre d'une structure coloniale. Et l'auteur de conclure sur le troisième chapitre, « L'asianisme et le nouveau discours de civilisation » : « La modernité de l'Asie orientale a impliqué un degré élevé de reconstruction de la tradition de haut en bas, permettant à l'État de conduire à la modernisation selon ses propres conceptions et intérêts » (p. 121). L'auteur reconstitue avec brio le processus de modernisation propre à l'Asie orientale à partir du microcosme du Manchukuo où se disputent plusieurs discours de la civilisation. La modernité est enchâssée dans la tradition.

Le titre du quatrième chapitre est révélateur : « La personnalisation de la civilisation : les femmes et la figure de la tradition dans la modernité ». L'auteur revient sur les perceptions traditionnelles de la femme en Chine, centrées sur la vertu et le sacrifice. Ces perceptions traditionnelles se développèrent dans le Manchukuo pendant la guerre, mais dans un nouveau contexte, de « modernité », dit l'auteur, où l'on reconnaît le rôle des femmes à l'arrière du front. En encourageant les traditions, les Japonais purent ainsi non seulement légitimer leur souveraineté, mais aussi pénétrer au sein des familles. En même temps, les Japonais purent se prévaloir de l'authenticité incarnée par les femmes. Pour légitimer leur domination, c'est encore au niveau des représentations que les Japonais travaillèrent. Autre preuve que les Japonais se sont prévalu de l'authenticité : la représentation du Manchukuo comme une région frontière naturelle sur laquelle veillent les Japonais.

Ce livre montre que, loin d'être une donnée, les identités nationales sont construites par un travail sur l'imaginaire et les représentations. Cela ne fut pas réalisé par le Japon seul, mais en interaction avec la société. Le Japon a pu s'implanter en Asie orientale grâce au discours décrit par ce livre, discours de légitimation d'un État impérialiste, au nom de l'authenticité. Au total, l'ouvrage invite à une réflexion sur les impérialis-

mes qui se déploient dans et avec la société indigène, ainsi que sur la modernité en Asie orientale, une modernité enchâssée dans les traditions.

Ngo Thi Minh-Hoang

TAYLOR JAY, *The Generalissimo : Chiang Kai-Shek and the Struggle for Modern China*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, 722 p., 35 \$.

La parution d'une biographie de Chiang Kai-Shek de plus n'a rien de surprenant tant son existence tient de l'épopée. Jeune officier, issu d'un milieu social assez médiocre, il s'impose à la mort de Sun Yat-sen à la tête du Guomindang en écartant tous ses dirigeants historiques et réunifie par la force des armes un pays alors aux mains de puissants seigneurs de la guerre. À l'âge de la maturité, durant la seconde guerre mondiale, il acquiert une stature internationale en incarnant, au milieu des pires difficultés, la résistance face au Japon. Assez extraordinaire aussi est sa capacité à surmonter sa défaite au terme des quatre années de guerre civile qui suivent (1945-1949), pour parvenir à se maintenir à la tête de l'appareil politique et militaire du Guomindang replié à Taïwan. Tout en préparant sa succession au profit de son seul enfant biologique (Chiang Ching-kuo), il jette alors en une vingtaine d'années les bases d'une société prospère et déjà en voie de démocratisation.

Le livre de Taylor a des mérites. Cette fresque ambitieuse de près d'un siècle ne contient que des erreurs minimes. Elle accorde, contrairement à la plupart des précédentes biographies de Chiang Kai-Shek, une juste place aux années post-1949. L'auteur n'utilise la littérature savante qu'avec parcimonie, mais la variété des sources où il puise est considérable. Il a beaucoup recours au journal intime que Chiang tient à partir de 1918 (qui a néanmoins été soigneusement expurgé avant d'être rendu public). S'il n'offre pas de véritables révélations, Taylor réussit à peindre de façon convaincante, et plutôt positive, la personnalité complexe de Chiang Kai-Shek ainsi que ses rapports avec ses proches. Il montre en particulier

combien son épouse Soong Mayling joue un rôle significatif à ses côtés.

C'est la perspective générale du livre qui pose problème. Le titre est assez trompeur car Taylor privilégie très fortement la politique étrangère de Chiang (et tout particulièrement ses relations avec les États-Unis), sans porter de réelle attention à un projet modernisateur orienté vers la politique intérieure. Il se contente d'expédier par exemple le mouvement de la Vie nouvelle en peine plus d'une page (p. 108-109). Le passage de Chiang à la tête de la fameuse académie militaire de Whampoa, essentiel autant pour la suite de sa carrière politique que pour la constitution d'un outil militaire efficace, aurait mérité lui aussi des développements conséquents. Cette désinvolture est d'autant moins compréhensible qu'*a contrario* Taylor s'étend pendant des dizaines de pages fastidieuses sur le détail quotidien des rapports oraux de Chiang avec le général Joseph Stilwell, représentant de l'armée américaine à Chongqing durant la guerre. Il est à craindre d'ailleurs qu'il s'agisse là moins d'un parti pris scientifique que d'aller au-devant des attentes d'un lectorat nord-américain friand d'anecdotes touchant au fameux Vinegar Joe.

En forçant à peine le trait, on pourrait dire qu'on a là moins une biographie de Chiang Kai-Shek qu'une chronique de sa politique étrangère.

Xavier Paulès

Mondes communiste et postcommuniste

JAROSZ DARIUSZ et PASZTOR MARIA, *Polska-Franca, 1970-1980 : Relacje wyjątkowe ?* [La Pologne et la France, 1970-1980 : des partenaires particuliers ?], Varsovie, ASPRA-JR, 2006, 338 p., 43 PLN.

Hérité du 19^e siècle au cours duquel la France avait souvent manifesté sa sympathie pour la cause polonaise, renforcé ensuite à la faveur du rapprochement politico-militaire entre les deux pays pendant l'entre-deux-guerres, puis par leur

lutte commune contre l'Allemagne nazie, le discours sur la traditionnelle amitié franco-polonaise servit de base aux relations entre la France et la Pologne après la seconde guerre mondiale. Néanmoins, il fut aussi la source de bien des malentendus entre les deux partenaires de part et d'autre du rideau de fer. Les auteurs de cette étude, spécialisés dans les relations franco-polonaises au 20^e siècle notamment par plusieurs publications majeures dans les deux langues au cours des dix dernières années, ont entrepris de dresser un bilan complet des rapports politiques, économiques et culturels entre Paris et Varsovie dans les années 1970.

Les trois aspects correspondent aux trois parties principales de cet ouvrage fouillé, riche de nombreuses archives inédites des deux pays, qui éclaire pour la première fois les attentes réciproques, les quiproquos, les déceptions mais aussi les succès de l'interaction franco-polonaise. La période, encadrée par l'arrivée au pouvoir de la nouvelle équipe dirigeante polonaise autour d'Edward Gierek (francophone et francophile) ainsi que par la fin du mandat présidentiel de Valéry Giscard d'Estaing, couvre une décennie marquée en particulier par les intérêts convergents d'une Pologne s'ouvrant à l'Ouest et d'une France dont la politique étrangère cherche à (s') investir à l'Est.

Les deux pays se rejoignent surtout en raison de leur intérêt commun à mieux cerner – au propre comme au figuré – la dynamique de la nouvelle *Ostpolitik* ouest-allemande mise en œuvre depuis 1969. Le plus grand mérite des auteurs est certainement d'avoir consacré un long chapitre à la place de la question allemande et des relations avec la RFA d'une part, la RDA d'autre part dans les rapports bilatéraux franco-polonais. Il met ainsi en évidence les différences importantes dans l'analyse faite à Paris et à Varsovie à propos de la reconnaissance officielle de l'État est-allemand et d'un potentiel risque consécutif de rapprochement entre les deux Allemagnes. La lecture montre également le décalage croissant entre le développement des échanges commerciaux franco-polonais et le progressif désintérêt de la France pour l'aspect politique de ses

contacts avec la Pologne, dont la politique étrangère était considérée de plus en plus au Quai d'Orsay comme une simple réplique des initiatives du Kremlin. Moscou était d'ailleurs toujours présent, dans l'ombre, comme le montre aussi l'épilogue sur les rapports houleux, encore méconnus, entre le parti communiste français et le parti ouvrier unifié polonais (PZPR).

Il est certain qu'en dehors de l'URSS, la Pologne était la seule démocratie populaire d'Europe de l'Est avec laquelle la France ait entretenu des contacts interétatiques et économiques aussi denses. Réciproquement, la France représentait sans aucun doute le principal partenaire politique de la Pologne à l'Ouest, en contrepoids à l'importance grandissante de la RFA. Les Polonais auraient aimé donner à leur relation avec Paris un caractère stratégique et exceptionnel que toutefois la France ne souhaitait pas : les relations avec Varsovie restaient pour elle essentiellement une variable de sa politique allemande dans le jeu Est-Ouest.

Pierre-Frédéric Weber

COMBE SONIA (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte/BDIC, « Recherches », 2009, 332 p., 27 €.

L'ouvrage collectif dirigé par Sonia Combe entend analyser l'impact de l'ouverture des archives privées et officielles sur l'écriture de l'histoire du temps présent dans les sociétés postcommunistes en Europe. Au travers de leurs contributions, des archivistes et des historiens de différentes nationalités nous donnent accès à une meilleure compréhension du fonctionnement interne et externe des démocraties populaires d'une part et de la réalité de la Shoah à l'Est d'autre part. En effet, comme le rappelle Sonia Combe dans son introduction, la soviétologie occidentale, dont le bilan reste à dresser, produisait une histoire sans sources primaires alors que les historiens du bloc de l'Est écrivaient sous le contrôle de la censure.

Organisé en trois temps, ce livre offre au lecteur une synthèse de la situation archivistique dans les sociétés postcommunistes avant de lui

présenter les principaux apports historiographiques. La dernière partie est consacrée au problème classique des usages politiques du passé.

Le premier intérêt de ce livre est d'offrir au lecteur un panorama quasi complet de la situation archivistique de la plupart des pays de l'ancien bloc de l'Est. On observe un décalage entre le modèle allemand de la « révolution archivistique » mise en œuvre dès 1990 et le modèle européen où l'accès est plus lent et surtout inégal. Dans le cas de la Russie, Victoria Prozovora-Thomas dresse une socio-histoire du pouvoir archivistique qui continue à bloquer la déclassification des fonds soviétiques.

Le second intérêt de cet ouvrage renvoie à la production historiographique. D'un côté, on peut lire un certain nombre d'avancées dans le domaine de l'histoire des relations internationales et de l'histoire sociale. De l'autre, il est nécessaire de relativiser le lien entre l'ouverture des archives et le renouvellement historiographique. Comme le rappelle Irina Gridan, « l'essentiel n'est peut-être pas une question de sources, mais de traitement de ces sources ». Cette réflexion prend tout son sens lorsqu'on réfléchit à l'apport et à la valeur heuristique des archives des polices politiques.

Cette question constitue le fil rouge du livre du début jusqu'à la fin. Les différentes contributions dénoncent le mirage néopositiviste de ces documents qui constituent au sein de toutes les sociétés de l'ancien bloc de l'Est un objet de fantasmes dont l'instrumentalisation à des fins de règlements de compte politique est monnaie courante. Finalement, les archives des polices politiques nous donnent davantage la possibilité de construire un savoir historique sur le fonctionnement de ces agences de sécurité que sur la société elle-même. Elles doivent être nécessairement croisées avec les archives du parti, des organisations de masse et de l'État.

En dépit de l'effet un peu redondant des études de cas, ce livre est à la fois un appel à une meilleure compréhension de l'expérience communiste et un rappel dénonçant les dérives liées au traitement d'archives.

Emmanuel Droit

Géopolitique

CASEY STEVEN et WRIGHT JONATHAN (dir.), *Mental Maps in the Era of Two World Wars*, New York Palgrave, 2008, 248 p., 50 €.

Un livre collectif sur les « cartes mentales » ou les « visions du monde » des grands décideurs paraît paradoxalement une entreprise originale, la recherche s'étant plus concentrée sur les représentations collectives, pourtant plus complexes à appréhender. Toutefois, l'appareil théorique est assez léger : il mentionne les notions de « code opérationnel » et de « système de croyances » mis en avant par la science politique, mais ne s'aventure pas du côté de la psychologie politique (et le fonctionnement des « prismes cognitifs ») ni de la géopolitique critique.

Cette absence de réflexion commune d'ensemble conduit donc à des contributions très diverses, rédigées pourtant par d'éminents spécialistes. Certaines ressemblent à de simples raccourcis biographiques, par exemple pour Briand, Stresemann, Benes ou Hamaguchi Osachi. Celle sur Churchill est centrée sur la passion de celui-ci pour les cartes, tandis que l'intérêt de Roosevelt pour le monde est décliné en suivant les continents. Les contributions sur les dirigeants soviétiques et sur Hitler sont de bonnes synthèses sur des visions du monde dont la connaissance est indispensable pour comprendre leur politique extérieure. On peut regretter qu'il n'y ait pas de texte sur les représentations des empires, de la société internationale et de ses interdépendances, sur les représentations de l'Europe. La distinction n'est pas vraiment faite entre vision géographique du monde, vision des relations internationales, vision de son propre pays (développée par Rana Mitter pour Chiang Kai-Shek et Mao Zedong) et vision de l'histoire.

Si les contributions sont de bonne qualité et sont fort utiles pour comprendre les relations internationales entre les deux guerres, le lecteur qui espérait une nouvelle « feuille de route » méthodologique reste un peu sur sa faim.

Pierre Grossier

HOBBSBAMW ERIC J., *L'Empire, la démocratie, le terrorisme*, Bruxelles, André Versaille/Le Monde diplomatique, 2009, 179 p., 19,90 €.

André Versaille a eu l'immense mérite de prendre le risque de faire traduire la grande œuvre d'Eric Hobsbawm, *Le Siècle des extrêmes*, qui a connu un succès remarquable. L'historien britannique, resté fidèle à cet éditeur, a regroupé un certain nombre de conférences prononcées entre 2000 et 2006.

Ces textes sont très marqués par la présidence de George W. Bush, fortement critiquée par l'auteur. Les jugements sont même peu nuancés, puisqu'il parle d'« un groupe de politiciens fous », de la « politique mégalomane des États-Unis après le 11 Septembre » ou de la « frivolité des décideurs de Washington » partis en guerre contre l'Irak. Sans surprise, Hobsbawm s'en prend à la volonté d'imposer la démocratie (alors « qu'il y a très peu de raccourcis en histoire »), à une société de surveillance qui « n'a pas renforcé l'efficacité des États mais a réduit la liberté des citoyens », à la prétention américaine de ressusciter l'âge des empires et de se poser en gardien de l'ordre mondial, et à la guerre contre le terrorisme plus dangereuse que le terrorisme lui-même.

Au-delà de ces prises de position attendues, l'auteur met en perspective historique les transformations récentes du monde. Pour lui, la violence de plus en plus diffuse et la difficulté à construire une paix durable après les conflits proviennent des transformations de la guerre, qui, depuis un siècle, tue plus les civils que les militaires. Il décrit ainsi un monde de désordre, de tueries multiples facilitées par la généralisation des armes légères, et de réfugiés. Un monde que les puissances sont incapables de maîtriser, les États-Unis moins que quiconque puisqu'ils rajoutent de la guerre à la guerre et sont incapables de jouer le rôle stabilisateur de l'empire britannique. Un monde où la démocratie est menacée par la diversification des allégeances et la crise de l'État.

Toutefois, nombre de thèmes abordés sont mieux traités ailleurs, qu'il s'agisse de la compa-

raison entre Empire britannique et Empire américain ou de l'impuissance de la puissance face à la violence sociale transnationale. Le tableau est très sombre, alors que le nombre des conflits a diminué, que certains ont pris fin et qu'il existe des formes de régulation des affaires mondiales. Enfin, on peut être un peu déçu que les causes de ce désordre ne soient pas vraiment traitées, alors que nombre d'auteurs de la même mouvance politique que l'auteur ont depuis des années scruté les dimensions déstabilisatrices de la mondialisation néolibérale.

Pierre Grossier

Amour et sexualité

JOANNIS-DEBERNE HENRI, *Parlez-moi d'amour... avec des fautes d'orthographe*, Paris, Payot, 2008, 173 p., 15 €.

L'histoire de la correspondance et celle des représentations ont déjà amplement abordé la carte postale comme support et expression des relations scripturaires. L'ambition de ce petit livre – écrit par un chineur pour faire partager son amour des cartes anciennes – était de mettre en parallèle les deux faces des missives. En étudiant ensemble l'image du recto et le texte du verso, l'auteur propose de « comprendre les mécanismes socioculturels et les rapports entre les gens et les objets », dans un moment, le premier quart du 20^e siècle, où le développement de la photographie, les transformations dues à la guerre et l'évolution des rapports entre hommes et femmes conduisent à une redéfinition des modes d'expression du jeu amoureux.

Le spécialiste ne fera pas de découverte dans les indications sur l'importance des cartes postales, moyen de communication rapide et bon marché, laissant facilement deviner le niveau d'instruction et l'appartenance sociale des épistoliers. Centrée sur les cartes postales d'amour, l'étude reprend également ce que l'on sait du rôle de la correspondance entre 1914 et 1918 dans le maintien des liens entre le front et l'arrière.

Elle vaut surtout pour le parti pris par l'auteur de centrer ses démonstrations sur le maniement de la langue et de la grammaire et sur les rapports complexes entre le message écrit et celui porté par l'image. À côté des couples explicites, échangeant des baisers comme n'ose pas toujours l'exprimer le signataire, certaines images érotiques sont accompagnées de chastes phrases ou même de développements n'ayant rien à voir avec l'amour. C'est le mystère et le charme de ces documents auxquels l'auteur veut rendre vie, refusant d'en faire une simple source. Et comment ne pas se laisser prendre à l'émouvante constatation d'une femme amoureuse et inquiète pour son homme parti loin au front : « le tem me dur rudement pour resevoire de tes nouvelles » ?

Danièle Voldman

Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière », « La prostitution des mineur(e)s au xx^e siècle », 10, 2008, 242 p., 18,29 €.

Le dossier consacré à la prostitution des mineur-e-s que propose cette livraison de la RHEI est bienvenu à plusieurs titres. Le premier est qu'il prolonge utilement le travail désormais classique qu'Alain Corbin a consacré à l'histoire de la prostitution, cela à la fois temporellement (plusieurs des contributions s'intéressent à l'après-seconde guerre mondiale), géographiquement (l'Algérie coloniale, la Belgique occupée) et thématiquement (par une attention spécifique à la prostitution masculine, ou au travers de figures comme l'avocate féministe Maria Vérone ou d'organisations comme l'Association israélite de protection de la jeune fille).

À cet apport appréciable de nouvelles connaissances s'ajoutent des pistes de réflexion tout à fait stimulantes quant à la manière dont est socialement et institutionnellement produite la « prostitution des mineur-e-s » (et non la prostitution enfantine, dans la majorité des situations étudiées, et comme cela aurait peut-être mérité d'être davantage souligné). Car ce qui ressort de plusieurs des études ici présentées est le flou de l'activité prostitutionnelle des mineur-e-s, un flou

que les diverses institutions (judiciaires, policières, sociales, médicales, psychiatriques, etc.) tentent de conjurer au moyen de procédures prises en charge spécialisées. On est en effet frappé à la lecture des textes, par la fréquente indécision des pratiques des jeunes étiquetés comme « prostitué-e-s ». De l'échange economico-sexuel ponctuel aux liaisons durables (parfois avec projet de mariage) des jeunes Belges en période d'occupation, des prestations explicitement tarifées la relation suivie avec un-e partenaire généreux-se de jeunes hommes homosexuels ou non, des diverses activités économiques marginales, plus ou moins délinquantes et pouvant impliquer des « services sexuels », des yaouleds algériens, les pratiques des mêmes individus perdent leur évidence prostitutionnelle pour se révéler ambiguës et pluri-voques dans leur expression et leur expérience. Face à cette ambiguïté, l'assimilation du vagabondage ou de la sexualité hors-mariage des jeunes filles à de la prostitution autorise tant leur criminalisation que leur prise en charge médicale, sociale ou encore religieuse, tandis que, côté masculin, c'est l'assimilation entre homosexualité et prostitution qui autorise tant la répression que la psychiatisation.

Les discours dont les différents articles se font l'écho sont bien sûr avant tout les discours de ces institutions en charge de la répression, du redressement ou de la « thérapie » des prostitué-e-s. Mais ils laissent parfois aussi s'échapper des bribes de la parole de ces jeunes filles et garçons – une parole qui, par sa fréquente absence de culpabilité et l'expression de ses « bonnes raisons », permet d'entrevoir cet univers encore si peu étudié, parce que si difficilement accessible, qu'est l'expérience prostitutionnelle elle-même.

Lilian Mathieu

VIRGILI FABRICE, *Naitre ennemi : les enfants de couples franco-allemands nés pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Payot, 2009, 376 p., 25 €.

Après huit années de recherche, Fabrice Virgili livre ici des résultats passionnants sur un sujet qui constitue depuis quelque temps déjà un enjeu

pour des milliers de Français et d'Allemands concernés par une histoire qui est la leur. L'étude des enfants des couples franco-allemands nés pendant la deuxième guerre mondiale a nécessité la consultation de nombreuses archives publiques et privées françaises et allemandes, sans oublier les sources orales, déterminantes pour pouvoir écrire certains chapitres. Pour l'auteur, il s'agissait de passer d'une multitude de versions à l'établissement des faits et à leur étude en tant qu'événement historique. L'histoire des enfants nés en France pendant l'Occupation croise celle des enfants nés en Allemagne pendant et après la guerre. En effet, l'étude dépasse le cadre chronologique du titre de l'ouvrage. Les enfants nés en Allemagne de pères français soldats de l'Occupation d'après-1945 sont également mentionnés et ce n'est pas l'un des moindres intérêts de ce livre muni de tout l'appareil critique nécessaire et agrémenté d'une iconographie bien choisie et parfois inédite.

En un récit vivant sont narrés les rencontres aléatoires et inéluctables, les grossesses socialement réprouvées, les conditions de l'accouchement, les abandons ou les scénarios de l'intégration familiale, les mères tondues à la Libération que Fabrice Virgili a étudiées précédemment. À plusieurs reprises, on est frappé par la volonté de l'auteur de ne pas donner de chiffres trop précis puisque ceux-ci sont impossibles à déterminer. En témoigne sa mise au point bien venue sur le nombre des « enfants de boches » nés en France (p. 150-156). Il rappelle comment un chiffre issu d'une évaluation haute a été « imprudemment popularisé »... par d'autres. Outre les aspects sociaux déjà mentionnés, les politiques démographiques et les relations bilatérales entre la France et l'Allemagne font l'objet d'analyses éclairantes sur les enjeux liés aux « enfants de la guerre ».

Quand il s'attache au devenir des enfants – car on suit les destins individuels jusqu'à aujourd'hui (chapitres 10 et 11) –, Fabrice Virgili reprend la plume à la première personne. En s'appuyant sur près de quatre-vingts témoignages qu'il a recueillis lui-même, il relate l'adolescence, le passage à l'âge adulte, les suspicions, l'incompréhension et le silence pesant, parfois brisé seulement

bien tard. L'évocation de retrouvailles ou plutôt de découvertes, des années ou des décennies après, n'est pas qu'un prolongement de l'étude mais en constitue une véritable partie. Toutes ces histoires dissimulées, différentes, se rassemblent en une histoire du temps présent qui croise la réconciliation franco-allemande et la construction européenne.

Le beau livre de Fabrice Virgili est le premier qui dévoile avec toute la rigueur scientifique nécessaire un pan entier de l'histoire des deux peuples en montrant que « naître ennemi » n'implique pas forcément une fatalité d'affrontement.

Yves Denéchére

Histoires culturelles

POIRRIER PHILIPPE (dir.), *L'Histoire culturelle : un « tournant mondial » dans l'historiographie ?*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008, 200 p., 20 €.

Voici livrée une initiative inédite : un tour d'horizon planétaire de l'histoire culturelle assorti de l'interrogation sur l'éventualité de son « tournant mondial ». Pour ce faire, Philippe Poirrier a rassemblé autour de lui plusieurs historiens venus d'Europe, d'Amérique et d'Océanie. Le cahier des charges visait, « à partir de situations historiographiques nationales, à analyser les modalités d'émergence et de structuration de l'histoire culturelle ». Toute liberté était donnée aux auteurs de privilégier tel ou tel type de démonstration : qui préférerait s'intéresser aux œuvres, qui à la particularité de sa conjoncture nationale, qui enfin à l'institutionnalisation universitaire. Tous ont tenté de comprendre quels auteurs, quelles théories, quelles œuvres avaient irrigué l'historiographie de leur pays. L'ouvrage est ainsi résolument inscrit dans une perspective comparatiste, travaillée par la question des transferts culturels.

Disons-le tout net : l'ensemble – mais pas la manière dont l'édition des textes, sans doute trop hâtive, a été réalisée – convainc. La lecture des

aboutie selon les textes toutefois) qui caractérise ces articles frappera également le lecteur qui se voit proposer des contributions synthétiques de qualité, fondées parfois sur un lourd appareil statistique intelligemment utilisé (l'article de Gisèle Sapiro sur les traductions), assorties de nombreuses références bibliographiques étrangères. Au-delà donc des traditionnelles facilités du genre qui consistent à célébrer un peu naïvement toutes les expériences d'échanges culturels comme symptômes appréciables d'un cosmopolitisme intemporel et enchanté, l'ouvrage braque ses feux sur les rapports de force inter-étatiques, mais aussi intra-étatiques, qui président le plus souvent aux dits échanges et les façonnent.

Le livre illustre d'abord le poids du national dans le modelage des relations intellectuelles internationales. Qu'il s'agisse, au 19^e siècle, des circulations d'étudiants ou de professeurs étudiées par Victor Karady avec notamment l'importance des migrations d'étudiants juifs de Russie et d'Europe centrale vers la France et l'Allemagne, des sciences et de leurs styles nationaux d'argumentation (spécificités disciplinaires, oppositions topiques de valeurs du type « *Kultur* » contre « *Civilisation* ») évoqués par Johan Heilbron ou des littératures abordées par Joseph Jurt (avec par exemple la tension entre la littérature francophone suisse et Paris), la relation à autrui s'avère rarement naturelle, prise dans les stratégies de rattrapage culturel du pays qui « importe » ou d'impérialisme de celui qui « exporte » ou accueille. Ainsi le développement des sciences sociales après 1945, remarquablement évoqué par Laurent Jeanpierre, illustre l'emprise croissante des États-Unis à l'intérieur du champ de la recherche savante *via* des circonstances historiques particulières (l'exil de la science allemande outre-Atlantique), l'action des grandes fondations privées ou encore la diffusion du modèle behavioriste (relayé d'ailleurs par ces dernières).

Cependant, des tendances transnationales intellectuelles paraissent échapper, en partie, à cette emprise de la configuration nationale. Christophe Charle pour le 19^e siècle (il rappelle l'importance du « modèle » russe de l'intelligentsia et sa diffusion en France) et Anna Boschetti

pour le 20^e montrent la diffusion croissante du modèle de l'intellectuel « engagé » dans la RFA conservatrice de l'après-1945 (rôle d'une personnalité telle H. M. Enzensberger). Ingrid Gilcher-Holtey étudie de son côté l'internationalisation contestataire des années 1960 avec les réseaux d'une Nouvelle Gauche intellectuelle notamment. On pourrait citer également les entreprises intellectuelles menées autour de la Société des nations puis de l'Unesco, l'action des fondations américaines qui, avant la guerre froide du moins, jouèrent une partition assez internationaliste. La Communauté européenne, quant à elle, s'efforce de favoriser un « espace européen de la recherche ». Si ce livre en est une convaincante preuve, il resterait précisément à relever toutes les difficultés et apories qui caractérisent l'idée d'un espace intellectuel européen. Le livre en fait largement état et relève une série de problèmes qui touchent à la fois le caractère toujours très national des recherches et des références (le cas de la sociologie européenne étudiée par Johan Heilbron), la domination écrasante de l'anglais dans les traductions littéraires en Europe aujourd'hui (Gisèle Sapiro), le poids des références étrangères venues des États-Unis dans des disciplines comme la psychologie, l'économie et, à un moindre titre, la sociologie. Quant à l'aporie, elle résulte du projet politique européen qui vise depuis quelque temps à déboucher sur un programme culturel fort axé autour de « l'identité culturelle européenne ». La contribution de Pascale Casanova démonte la contradiction fondamentale qui gît dans ce projet : si cet espace culturel a été puissant et riche jadis, il le dut à la compétition incessante (désaccords, décalages) entre les nations qui le composaient. Réaliser alors, par exemple, une histoire réfléchie de la « littérature européenne » reviendrait à ses yeux à privilégier d'abord l'histoire de ces discordances. On le voit, ce livre agite de bien grandes questions et les traite avec une indéniable efficacité qui rend son lecteur mieux informé sans nul doute, mais surtout, plus lucide, et *in fine* plus pessimiste : la circulation internationale des idées aujourd'hui répond moins que jamais au rêve herdérien d'un véritable pluralisme culturel.

François Chaubet

SAPIRO GISÈLE (dir.), *Translatio : le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS éditions, 2008, 427 p., 35 €.

La mondialisation favorise-t-elle les échanges culturels internationaux et l'hybridation des cultures ou s'accompagne-t-elle d'une hégémonie culturelle liée à un impérialisme économique ? Telle est la problématique de cet ouvrage qui se propose, pour y répondre, d'observer le marché de la traduction en France. Ce livre est issu en grande partie d'une enquête collective réalisée entre 2003 et 2007 sur les flux des ouvrages traduits en français depuis les années 1980.

Dans une première partie, les rapports de force constitutifs du marché mondial des traductions, la place du français sur ce marché, la hiérarchie des langues sont analysés. Le chapitre consacré aux traductions de livres en sciences humaines et sociales en français révèle que cette catégorie présente une certaine autonomie par rapport aux tendances générales du marché et du poids des logiques intellectuelles dans la circulation transnationale des idées. On observe en effet une relative sous-représentation de l'anglais au regard de l'ensemble des traductions en français, le poids de l'histoire demeure perceptible dans des disciplines comme la philosophie où l'allemand a longtemps dominé. La seconde partie de l'ouvrage s'attache aux traductions littéraires et montre comment les enjeux idéologiques ont déterminé la réception des traductions des littératures de l'Europe de l'Est jusqu'en 1989 ou comment les traductions ont pu légitimer le genre du roman noir. La dernière partie aborde la question de la traduction comme vecteur des échanges culturels à partir de quatre études de cas. Les échanges intellectuels entre la France d'un côté et les Pays-Bas, la Finlande, les pays arabes ou Israël de l'autre, perçus au travers des flux de traduction dans les deux sens mettent en lumière des relations asymétriques : d'une part, l'affirmation et la reconnaissance de ces « cultures périphériques » en France et, d'autre part, la fragilisation de la position de la culture française dans ces pays,

confrontée à la montée en puissance des traductions de l'anglais.

Paul Pasteur

COHEN ÉVELYNE, *La Télévision sur la scène du politique : un service public pendant les Trente Glorieuses*, Paris, INA/L'Harmattan, 2009, 202 p., 20 €.

Dans ce livre richement documenté, Évelyne Cohen éclaire la question du pouvoir exercé par les gouvernements successifs de 1949 à 1974 c'est-à-dire de la création de la Radio-Télévision française (RTF), administration publique sous contrôle de l'État, à la dissolution de l'ORTF et à la création de sept sociétés. Successivement administration de l'État (1949), établissement public (1959), office (1964), la télévision entend assumer durant la période des Trente Glorieuses une mission civique d'information, d'éducation et de loisir.

Mais dans cette même période, plus que les autres médias, la télévision conquiert du pouvoir, l'exerce et le contrôle. Comme, au 19^e siècle, les partis politiques et les syndicats de travailleurs, la télévision joue au 20^e siècle un rôle déterminant dans l'histoire de la démocratie en France. Le mérite d'Évelyne Cohen est précisément de se demander comment.

L'expression usuelle de « la masse des téléspectateurs » apparaît ici comme le « peuple citoyen ». Directement ou indirectement, celui-ci s'exprime, par courrier ou par le truchement de la presse écrite, manifeste ses opinions ou plébiscite telle émission, tel choix d'information, tel style d'expression, et ces réactions ne laissent pas indifférents les pouvoirs publics ou privés. Elles influencent souvent les pratiques, celles des professionnels de la télévision, mais aussi celles des responsables politiques ou des gouvernants.

Voilà, schématiquement résumé, l'enjeu de ce livre qui présente à la fois la complexité des réseaux ou des structures, la diversité des évolutions, parfois lentes ou ailleurs cruciales, qui ont marqué ces trente années. Aux archives écri-

tes disponibles au fonds de l'ORTF, à celles des comités de programmes et aux fonds privés référencés, l'ouvrage joint une riche bibliographie.

De cette histoire, qu'Évelyne Cohen a voulu périodiser, émergent des événements clés, qui ont marqué le petit écran et changé le paysage social. Ils révèlent la doctrine politique de ce média en phase d'invention. Parmi les innovations, le premier « 20 heures » du 29 juin 1949 (diffusé à 21 heures), puis l'inauguration par Alain Peyrefitte du premier journal télévisé régional à Lille le 15 novembre 1963. La déclaration de programme à l'Assemblée nationale par Jacques Chaban-Delmas le 21 juin 1969 place la réforme de l'ORTF comme une des priorités de la « Nouvelle Société ». Moments déterminants, qu'Évelyne Cohen interprète et contextualise pour mieux en montrer les enjeux à chaque étape.

Dans cette histoire, comptent aussi les gestes qui créent parfois « la geste » épique du média : la conférence du général de Gaulle, le 23 avril 1961, et son célèbre « quarteron » de généraux en retraite, le fameux « vous n'avez pas le monopole du cœur », lancé par François Mitterrand à Valéry Giscard d'Estaing le 10 mai 1974, *etc.*

Durant cette période se distinguent également des émissions phares, grands raouts des téléspectateurs autour des problèmes de société, largement annoncés par la presse avant leur diffusion et commentés ensuite. Sorte d'horloge gardienne du temps démocratique, elles rythment l'actualité, lui donnent du sens, parfois du bon sens, guettées en cela par les enquêtes qui mesurent l'audience ou les politiques qui l'évaluent. Isolée, chacune de ces émissions resterait un spectacle en soi, décroché de l'histoire, leur succession ou leur enchaînement, tels que les analyse Évelyne Cohen, prend valeur d'évolution.

Surgissent aussi des événements. Anecdотiques pour certains, parmi lesquels figure le voyage en ballon de Michel Wakhévitch, avec Pierre Sabbagh, en direction d'Orly en 1949. On se souvient que le dirigeable heurta une ligne de haute tension. Filmé par Wakhévitch, l'accident illustra les performances techniques de la mise en ima-

ges... faute de convaincre les spécialistes de dirigeables en ballon. Faisant l'objet du premier journal télévisé, l'événement mit à vif la vulnérabilité du média, la dépendance étroite entre information politique et technique télévisuelle, le fil subtil qui relie les figures de l'écran et le public qui les observe.

Mais d'autres séquences font de la télévision un puissant instrument de pouvoir, au cœur de la stratégie politique. C'est ce qu'illustre la campagne présidentielle de 1965 où de Gaulle reconquiert l'écran de télévision entre les deux tours de l'élection grâce à trois entretiens avec Michel Droit. Ces interventions eurent une incidence déterminante. Plus significatifs, les mouvements de grève en 1968 marquent les tensions et les clivages entre les personnels de l'ORTF et l'autorité politique dans l'appropriation du média par le pouvoir politique.

Enfin, des figures de premier plan jalonnent cette évolution : Jean d'Arcy, directeur du Conseil des programmes de 1952 à 1959, Jacqueline Baudrier, directrice de l'information sur la deuxième chaîne, Pierre Desgraupes, directeur de l'information de la première, tous deux journalistes, Léon Zitronne, « Big Léon », longtemps officiant du « 20 heures » et présentateur obligé des grandes cérémonies télévisées, Pierre Sabbagh, sous-directeur de l'actualité télévisée. Parmi d'autres. Concepteurs et directeurs, ils sont au cœur d'un système complexe qui articule débat politique et pouvoir, mise en scène de la société française et instrumentalisation de l'actualité par le média.

L'intérêt du livre d'Évelyne Cohen n'est pourtant pas de rassembler ou d'inventorier les événements, les émissions, les personnalités et les personnages qui ont marqué cette trentaine d'années, dites « glorieuses ». La démonstration est ailleurs. Elle a surtout montré que, des émissions les plus politiques aux séquences les plus distrayantes, la télévision porte en elle une mission démocratique ; elle a aussi analysé les failles susceptibles de fragiliser la démocratie. Et parfois la télévision accomplit sa mission.

André Rauch

